

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 421 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 421
Mai - Juin 1993
30^e année

DANS CE NUMERO

- Le partage du travail, remède miracle au chômage ?
- Lettre à un syndicaliste français (Léon Trotsky, 31 juillet 1920)
- Quelques mots sur le Cambodge
- Correspondance: La situation chez Alpine-Renault (Dieppe)
- Le criminel et sa victime (à propos du suicide d'un ancien Premier Ministre)

De Bérégovoy à Balladur Changement dans la continuité

Nous connaissons maintenant la teneur du tour de vis que le gouvernement avait préparé par l'annonce des énormes déficits dans les budgets de l'Etat, et d'une situation «beaucoup plus dégradée que prévu». Après les bonnes manières affichées lors de la prise de ses fonctions par la nouvelle équipe gouvernementale, bonnes manières qui tranchent avec les airs martiaux de l'équipe Chirac lors de la précédente cohabitation, la mise en accusation de la précédente administration relève de la préparation psychologique indispensable avant de faire passer à la trappe les rares promesses dispensées au cours de la campagne électorale. Mais elle est aussi la preuve qu'en dépit de tous les succès électoraux, la majorité est consciente qu'un de ses problèmes les plus importants sera d'éviter que s'embrace le front social. La dégradation de la situation du capitalisme français est indéniable, mais le gouvernement précédent était devenu trop faible pour prendre le taureau par les cornes. Son seul espoir résidait dans la reprise économique que Bérégovoy, d'abord comme ministre des Finances, puis comme Premier Ministre, annonçait depuis deux ans.

Tout le monde, services officiels y compris, reconnaît à présent que la France va connaître une récession économique tout au long de cette année. Le gouvernement Balladur a donc estimé qu'il était urgent de serrer d'un cran de plus la ceinture des travailleurs, non pas pour préserver les chances de Chirac aux futures présidentielles comme le répètent les commentateurs irrémédiablement atteints par le crétinisme démocratique; mais bien plutôt pour préserver les chances du capitalisme français dans la guerre économique.

Cela signifie-t-il que le nouveau gouvernement de droite est plus «réactionnaire» que le gouvernement socialiste qui l'a précédé? Si nous examinons un peu les mesures et

(Suite en page 2)

Pour la lutte de classe prolétarienne! Pour la révolution communiste internationale!

Prolétaires, camarades!

Le monde capitaliste tout entier s'enfoncé chaque jour davantage dans la crise économique, bien que mois après mois les responsables gouvernementaux de «gauche» ou de droite promettent dans tous les pays la reprise de la croissance. En Afrique, en Amérique Latine, en Asie, la misère, la faim, sont le lot depuis longtemps des masses exploitées. Ce sont maintenant les pays dits développés qui commencent à ressentir les plus graves difficultés économiques: les pays de capitalisme d'Etat - mensongèrement appelés autrefois socialistes - sont en voie de «tiers-mondisation» et connaissent une situation d'appauvrissement généralisé des travailleurs; les émeutes l'année dernière de Los Angeles et de 50 autres villes ont

brutalement révélé l'étendue de la misère, du chômage, du racisme et de la répression qui en ont été la cause dans le plus grand Etat capitaliste du monde; même le Japon, champion incontesté des performances économiques (et de l'abrutissement au travail de ses travailleurs) n'échappe pas à la plus grave crise économique depuis 20 ans.

Quant à la France, les experts économiques de la bourgeoisie nous prédisent, au mieux, une croissance nulle pour cette année. Et le nouveau gouvernement s'est chargé de nous en tirer les conclusions: il faut s'attendre (au moins) à 200.000 **chômeurs supplémentaires** pour la fin de l'année; les revenus vont **baïsser**, ne serait-ce que par l'augmentation des impôts (la fameuse CSG mise au point par Rocard); la **répression policière** va augmenter, officiellement pour

stopper la délinquance et le trafic de rogue: mais les faits montrent déjà que cette répression s'applique **contre les jeunes** (multiplication des «bavures» et de l'intimidation policière dans les quartiers), **contre les travailleurs immigrés** (multiplication des rafles, amalgame entre immigration et délinquance, énième relance des campagnes permanentes contre les étrangers sous couvert de lutte contre les travailleurs «clandestins»-sic!), **contre les travailleurs en lutte** (attaque des grévistes de Sopalín.

Prolétaires, camarades!

Le caractère général et international de la crise actuelle montre qu'elle n'est pas due à

(Suite en page 2)

Catastrophes maritimes Le capitalisme est responsable

Les conditions climatiques et météorologiques varient en fonction de plusieurs critères: effets de cendres volcaniques, variations de l'énergie solaire envoyée sur Terre, inclinaison de celle-ci sur son axe, marées, influence des courants marins, etc... mais aussi de la situation géographique, du relief, de la végétation et surtout de la latitude. En Europe le climat, différent selon les pays et les régions, a beaucoup d'irrégularité en raison du fait que ce continent se trouve à un endroit où presque tous ces critères manifestent de grandes variations.

Si les catastrophes les plus importantes - ou en tout cas celles dont on parle le plus - ont lieu sur la terre ferme (avalanches, éruptions volcaniques, tremblements de terre, inondations, etc.), il y a aussi les catastrophes maritimes qui ont lieu en pleine mer ou sur les côtes. Le secteur maritime est en effet particulièrement touché car il est particulièrement sensible aux aléas climatiques et météorologiques comme viennent de le rappeler 3 catastrophes récentes; mais nous verrons dans cet article que les accidents et catastrophes sur toutes les mers du monde ne sont pas dus à des seules causes naturelles, mais sont **aggravés**, voire même le plus souvent **provoqués** par des causes économiques et sociales.

La première de ces catastrophes est l'échouement le 3 décembre dernier du pétrolier (navire pouvant transporter du pétrole ou du fret) grec «Aegean Sea» près du port espagnol de La Corogne sur les côtes de Galice. Pendant les 5 jours qui suivent la tempête fait rage, empêchant toute mesure anti-pollution. Ce n'est qu'après 3 jours d'accalmie, après que le bateau se soit cassé en deux, que commencera le pompage du pétrole brut. Ce retard a deux raisons essentielles. Tout d'abord, bien que l'Espagne ait toujours été un pays maritime par excellence, elle ne s'était pas jusqu'ici soucieuse de se donner des plans et des moyens de lutte anti-pollution aussi développés que d'autres pays maritimes en Europe. Pourtant le port de La Corogne reçoit en moyenne chaque mois 50 pétroliers et 10 super-pétroliers; et dans la

même région un navire avec 91.000 tonnes de pétrole avait déjà coulé en 1976 et un autre transportant 50.000 tonnes de brut s'était coupé en deux en 1978. Ensuite il y a comme toujours les problèmes «administratifs» qui freinent la mise en application de mesures contre la pollution. L'administration de la Galice mettra 48 heures avant de passer un contrat de nettoyage à une société néerlandaise: c'est le temps mis pour analyser les candidatures des différentes sociétés, leurs moyens de lutte, les délais qu'elles proposent et, bien entendu... leurs tarifs.

Le nettoyage sera très rapide (un peu plus d'une semaine) en raison de l'efficacité des moyens mis en oeuvre, mais aussi du fait

(Suite en page 4)

Vietnam Le retour en force de l'impérialisme occidental

En 1975, après la victoire des nationalistes vietnamiens sur les troupes américaines, nous écrivions: «Malgré leur horizon étroit, les bourgeoisies locales ont mené à son terme avec la victoire vietnamienne, le cycle ouvert dans les dix premières années du siècle, le cycle de l'émancipation coloniale qui ne coïncide pas avec le cycle national-révolutionnaire. Tout comme les révolutionnaires marxistes de 1913 [allusion à un article de Lénine, «l'Eveil de l'Asie»], nous saluons cet événement avec enthousiasme.

Nous le saluons pour les mêmes raisons qu'eux. Ce n'est pas que nous accordions, à la manière des bourgeois, une valeur absolue à l'indépendance nationale: bien au contraire, si nous saluons cette victoire, c'est parce que **la naissance de nations modernes sur les ruines d'un passé tout à la fois moyennâgeux et soumis à l'impérialisme ouvre le champ libre à l'explosion des luttes de classes**, parce que l'arène des conflits sociaux s'élargit et s'enrichit de nouvelles potentialités. Certes, les bourgeoisies américaine, française, allemande et japonaise ont déjà leurs calculs en comptant trouver là-bas un terrain fertile pour leurs investissements - et le capitalisme

(Suite en page 6)

De Bérégovoy à Balladur Changement dans la continuité

(Suite de la page 1)

les attitudes gouvernementales, nous ne pouvons que constater qu'elles ont été pratiquement élaborées ou préparées par nos «socialistes».

L'augmentation de la C.S.G.: la C.S.G. est un impôt mis au point par le gouvernement Rocard (et fortement combattu par la droite!) dans l'optique d'alléger les charges des entreprises, en faisant retomber de fait une partie supplémentaires des cotisations sociales sur le dos des travailleurs.

La «réforme» annoncée des retraites: c'est la fin de la retraite à 60 ans, que Bérégovoy avait eu la bêtise d'annoncer au début de cette année, avant d'être obligé de démentir.

Les allègements des charges des entreprises: cela a été le refrain constant des gouvernements de gauche que d'alléger ces charges (c'est à dire de rogner sur le salaire différé payé par les patrons) dans le but proclamé de donner la possibilité aux entreprises d'embaucher. On a vu qu'elles ont continué à licencier, mais qu'elles ont reconstitué leurs marges bénéficiaires et augmenté leurs capacités productives, ce qui étaient les vrais buts recherchés.

L'augmentation des taxes sur l'essence

est davantage une nouveauté; les socialistes avaient sacrifié au credo libéral («moins d'impôts») entonné un moment par la bourgeoisie. Ils avaient donc présenté les augmentations de taxes sur le tabac et les alcools (après les avoir sortis de l'indice du coût de la vie) comme des mesures de... santé publique. Plus hypocrite qu'un social-démocrate, tu meurs!

Le regain de la xénophobie: chacun sait la part prise par les sociaux au **contrôle de l'immigration**, à la banalisation du racisme afin de diviser la classe ouvrière, au maintien d'un climat d'hostilité envers les travailleurs immigrés, à la chasse aux sans-papiers (dits «clandestins» pour mieux terrifier le petit bourgeois), à la fermeture des frontières, etc., etc.; part prise avec le concours actif de leurs collègues du PC dans les mairies, dans les syndicats, etc.

C'est un maire du PC - tendance rénovateur qui plus est - qui a lancé l'initiative géniale de priver les familles d'immigrés de jeunes accusés de déprédations lors des manifs, des prestations sociales auxquelles elles ont droit; initiative reprise au bond par tout ce que l'Assemblée compte de réacs et que le gouvernement a eu du mal à enterrer. Et dire que certains benêts préconisent l'alliance avec le PCF pour faire échec à Le Pen!

C'est le gouvernement socialo- peut-être dans l'espoir de récolter quelques voix - qui a organisé dans les semaines précédant les élections des rafles contre les travailleurs étrangers dans des foyers et des quartiers à forte population immigrée, à Paris comme en province. Chaque rafle était ensuite relatée dans les médias: tant de grammes de drogue saisis, tant de travailleurs étrangers en situation «irrégulière» arrêtés. Et dire que certains abrutis prétendent que le Font National est la principale source des idées racistes et qu'une union des démocrates et des partis

«ouvriers» est indispensable pour les battre en brèche!

Les «bavures» policières (ce n'étaient pas des bavures, mais des crimes) qui ont suivi l'entrée en fonction de Pasqua n'étaient pas inconnues auparavant (la différence est que les sociaux ne prenaient même pas la peine de faire un geste envers les victimes); et elles ont été la conséquence du climat existant depuis longtemps et ravivé ces dernières semaines.

La réforme du code de la nationalité elle-même, qui s'inscrit dans la désignation des étrangers comme boucs-émissaires de la crise et dont l'aspect le plus visible est la suppression de l'accession automatique à la nationalité française à 18 ans instaurée par Giscard, n'est-elle pas basée sur le fameux rapport dit «Marceau Long», salué à l'époque par le PS et ses satellites?

Le tour de vis supplémentaire que le capital a besoin d'infliger aux travailleurs est dans la droite ligne de l'austérité qu'avaient su imposer les gouvernements de gauche successifs, et dernièrement au nom du «franc fort».

De Bérégovoy à Balladur, il n'y a donc pas de «tournant», et encore moins de rupture, mais l'équivalent d'un passage de témoin dans une équipe au service d'une même cause.

Nous ne voulons pas dire que partis de droite et de gauche sont la même chose; ils n'ont pas la même fonction parce qu'ils n'occupent pas la même place sur l'échiquier politique bourgeois. Les partis de gauche, partis réformistes, ont pour fonction de faire adhérer les couches laborieuses, et particulièrement la classe ouvrière, au statu quo social et au système capitaliste en échange de miettes concédées par la bourgeoisie. Lorsque la bourgeoisie n'est plus en mesure de concéder de nouvelles réformes, et qu'el-

le a besoin au contraire de reprendre les anciennes concessions et les «avantages acquis» (pour le prolétariat aucun avantage n'est jamais réellement acquis sous le capitalisme), les organisations réformistes se plient à cette volonté. Mais en accomplissant le «sale boulot» (comme disait Fabius en parlant de ce que la gauche avait dû faire après son accession au gouvernement en 81), les organisations, syndicats et partis réformistes s'usent et ont de plus en plus de mal à se faire entendre. C'est le moment où s'impose une cure prolongée d'opposition pour se refaire une santé. Et si cette cure de santé sera difficile, tant est grand aujourd'hui le discrédit de ces partis, ce serait un **grave erreur** d'en conclure que le réformisme est moribond parce qu'il a subi une débâcle électorale.

Tant que les rapports de force fondamentaux entre les classes n'auront pas changé, autrement dit tant que le prolétariat n'aura pas retrouvé confiance dans sa force à la suite de multiples luttes, tant qu'il n'aura pas commencé à se réorganiser de façon classiste, le réformisme resurgira sans peine de toutes ses débâcles, sous une forme ou sous une autre, au prix de ravalements de façades plus ou moins étendus, car il n'est rien d'autre que l'effet de la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et sur toute la société.

C'est donc dans les luttes qui se mènent, que ce soient les luttes de résistance spécifiques aux mesures gouvernementales ou les luttes plus larges contre l'offensive capitaliste, que l'emprise du réformisme, y compris quand il se présente sous des formes prétendues nouvelles, moins discréditées, devra être combattue avec acharnement si les prolétaires veulent retrouver leur force de classe et en finir avec tous les gouvernements bourgeois.

Pour la lutte de classe prolétarienne! Pour la révolution communiste internationale!

(Suite de la page 1)

la «mauvaise politique» de tels ou tels gouvernants, mais bien aux mécanismes économiques fondamentaux du mode de production capitaliste, marqué par des cycles périodiques d'expansion et de crises de plus en plus aigües, par la guerre de tous contre tous de plus en plus acharnée, jusqu'à ce que ces crises et ces guerres économiques déterminent une nouvelle guerre mondiale pour relancer un nouveau cycle d'accumulation. Le mode de production capitaliste est basé sur une course permanente au profit qui se traduit par une guerre permanente entre capital et travail, entre classe capitaliste et classe ouvrière. Cela signifie que les travailleurs ne peuvent défendre leurs conditions de vie et de travail qu'en rompant avec la défense de «l'économie nationale», au nom de laquelle bourgeoisie et valets réformistes veulent faire passer l'austérité et accepter les sacrifices. Cela signifie que les travailleurs ne peuvent résister à l'offensive capitaliste, menée par les patrons comme par les gouvernements successifs, de droite ou de «gauche», qu'en reprenant la voie de la **lutte ouverte et résolue**.

Pendant une décennie les partis réformistes au pouvoir ont permis à la bourgeoisie d'asséner une grêle de coups aux travailleurs, lui ont permis de reprendre une partie des avantages et concessions accordées autrefois pour préserver la paix sociale, tout en anesthésiant et stérilisant les luttes. En résultat il y a aujourd'hui trois fois plus de chômeurs, les salaires réels ont baissé, les cadences et la charge de travail ont augmenté - mais les profits ont retrouvé leurs plus hauts niveaux des années soixante-dix!

Le réformisme a ainsi fait la **démonstration pratique** qu'il est lié corps et âme à la défense des intérêts du capitalisme et qu'il

n'est synonyme que de défaites et de déconvenues pour les travailleurs. Dans l'antagonisme entre les classes qui ne faiblit pas, qui est de nature non nationale mais internationale, seule la lutte sans trêve, une lutte qui ne se soucie pas des exigences de la classe ennemie et de son économie nationale, une lutte fondée sur la défense des seuls intérêts prolétaires, peut permettre aux travailleurs de résister et de défendre victorieusement les revendications fondamentales:

- **Réduction draconienne du temps de travail sans réduction de salaire.**

- **Forte augmentation du SMIC, du salaire de base, notamment pour les catégories les moins bien payées.**

- **Salaire intégral aux chômeurs, aux licenciés, aux retraités et pré-retraités, aucune rémunération inférieure au SMIC.**

- **Refus des heures supplémentaires, du travail de nuit, pour les hommes comme pour les femmes, du salaire au mérite, du salaire aux pièces, etc.**

- **Embauche définitive des précaires, des contrats à durée limitée.**

Ces revendications ne peuvent être obtenues sans réaliser le maximum d'unité de classe, donc sans lutter pour l'**égalité des droits et traitements des travailleurs français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et vieux**, sans développer la solidarité de classe active et inconditionnelle envers les travailleurs en lutte, sans dépasser tous les corporatismes, toutes les limites d'entreprise, de région ou de nation. Ce n'est que dans l'union toujours plus grande de tous les exploités, avec la conviction que toutes les conquêtes économiques sont éphémères tant que dure le capitalisme, que les travailleurs pourront retrouver confiance dans

leurs propres forces, affronter l'ennemi de classe dans les luttes quotidiennes et se préparer à la lutte finale pour détruire le pouvoir bourgeois et instaurer leur propre pouvoir.

Prolétaires, camarades!

La guerre de résistance contre le capital est une urgente nécessité. Mais cette guerre de résistance ne doit être que le premier pas vers l'attaque directe contre le capitalisme. Le mode de production capitaliste, la société bourgeoise et l'Etat qui en est le rempart doivent être abattus pour que la classe travailleuse puisse s'émanciper réellement. Ce n'est qu'ainsi que sera brisé le cercle infernal: conquêtes partielles et provisoires, **misère et insécurité** croissantes, **crises** toujours plus graves, menaces toujours plus graves et plus proches de **nouvelles guerres**. Dans le monde entier les guerres locales ne cessent de s'aggraver et les soldats des grands Etats capitalistes sont envoyés aux 4 coins du globe pour y faire régner leur désordre mondial: de la Yougoslavie ravagée par les appétits bourgeois contradictoires au Cambodge, sans oublier l'Afrique où les soldats français défendent dans le sang les chasses gardées de l'impérialisme tricolore (la guerre du Rwanda est la dernière en date).

Régime de violence, de misère, de terreur, le capitalisme devra être renversé par la révolution prolétarienne avant qu'il ne plonge l'humanité dans la boucherie d'une troisième guerre mondiale. C'est dans cette perspective difficile mais inéluctable que la lutte pour la défense des exigences élémentaires des travailleurs prend toute sa signification. Cette lutte immédiate de résistance ne peut par elle-même aller au delà des limites de la société capitaliste. Mais c'est dans cette lutte, sur un terrain de classe et

avec des méthodes de classe que se forment l'union et la solidarité entre tous les prolétaires, la conscience de la force que donne le nombre - une force qui n'est immense que si elle est organisée - leur volonté de combattre et de vaincre - une volonté qui est toute puissante si elle est orientée par le **programme marxiste authentique**. C'est dans cette lutte même que naît et se développe le besoin de la dépasser pour arriver à la lutte politique pour la **conquête révolutionnaire** du pouvoir. C'est dans cette lutte contre toute illusion réformiste, démocratique, pacifiste, légaliste, conciliatrice, hors de tout lien avec les partis de la collaboration des classes, en opposition irréductible à toutes les formes d'opportunisme et de servilité envers l'ordre établi, que se reconstituera l'organe indispensable de la révolution internationale, le **parti communiste mondial**.

**VIVE LA LUTTE DE CLASSE!
VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE!**

**" El programa comunista "
No 42 / Septiembre 1992**

-En el este: detrás la omnipresente reivindicación de la democracia, madura a pesar de todo le reanudación de la lucha de clase
-Siguiendo el hilo del tiempo: Iglesia y fe, individuo y razón, clase y teoría
-¿ Que significa hacer el balance de las crisis del partido ? (segunda parte)
-Una nueva publicación del partido en francés: "Bilan d'une révolution"

Le partage du travail, remède miracle au chômage ? (2)

Le partage du travail n'est pas une nouveauté; sous forme d'échelle mobile de temps de travail et au côté de l'échelle mobile des salaires, il se trouvait autrefois dans le catalogue des «revendications transitoires» de troskyste mémoire.

Il refit surface dans les premiers temps du gouvernement PS-PCF: c'est au nom du partage du travail que fut lancé en septembre 81 le plan Mauroy de lutte contre le chômage: Et déjà à l'occasion de ce plan (bien oublié depuis) le tapage autour du partage servait à faire admettre la mise en place des stages bidons, la généralisation de la pratique des pré-retraites, les mesures en faveur des entreprises, bref annonçait comme nous l'écrivions alors, le **partage du chômage** (cf «Le Prol.», n°344, 2-15/10/81).

Plus d'une décennie après, la campagne sur un prétendu partage du travail sert toujours à répandre des illusions parmi les prolétaires en leur faisant croire qu'il serait possible, sans luttes ni mobilisations ouvrières, mais par un gentil accord avec les patrons, de mettre fin au chômage. Mais à un degré bien plus élevé qu'en 1981, la rhétorique du partage du travail sert de drapeau à une attaque de grande ampleur contre la classe ouvrière; et il se confirme une fois de plus que les remèdes miracles découverts par les charlatans réformistes, bien loin d'améliorer la situation des prolétaires, ne peuvent que la détériorer.

En effet les discours sur le partage du travail ont déjà été repris par beaucoup de patrons. Pour embaucher des chômeurs? Evidemment non. La propagande patronale autour du partage n'est, on s'en serait douté, que le bon vieux chantage au chômage. Acceptez une diminution de vos salaires, ou de tel ou tel avantage social, ou une intensification du travail, sinon - disent en substance les patrons - je me verrai contraint de procéder à des licenciements. Et après chaque accord éternisant le chantage patronal, les journaux annoncent en grande pompe le nombre d'emplois... «préservés»-préservés jusqu'à la prochaine fois. En fait de partage, ce sont les travailleurs qui sont obligés de partager une partie supplémentaire de leurs ressources avec le patron!

Regardons d'un peu plus près les quelques exemples qui sont toujours cités par la presse.

La Société Bordelaise de Crédit inaugura l'an dernier le mouvement. La direction proposa et obtint des réductions de salaire (moins 400F par mois en moyenne) pour, paraît-il, éviter 40 licenciements sur les 130 prévus. L'exemple de la SBC, cité approuvativement par Bérégovoy, fut même explicitement repris par les experts du groupe de travail sur la préparation du XIe plan, et baptisé «logique de solidarité». Nous ne détaillerons pas le résultat des cogitations de ces Messieurs; il revient à une baisse générale des salaires (dite: «plus grande flexibilité des salaires»), une diminution des coûts du travail en diminuant en particulier les cotisations sociales des employeurs, ce qui serait compensé par une hausse de la CSG, une diminution du temps de travail à 37 heures en cinq ans sans compensation salariale et à condition de maintenir la durée d'utilisation des équipements. La carotte: selon les experts le nombre de chômeurs diminuerait de 500.000... à condition que la croissance économique se maintienne entre 2 et 3% par an pendant 5 ans.

Remarquons que cette étude (1) date de décembre, époque de gouvernement socialiste comme chacun sait, et qu'elle commence à être appliquée dans les faits par le gouver-

nement Balladur pour ce qui est des compétences de l'Etat (hausse de la CSG, diminution des charges des entreprises). Les entreprises, elles, n'avaient pas attendu la relève gouvernementale.

Un cas souvent cité est celui de Thomson Tubes électroniques (région Rhône Alpes). La direction menaçait de faire disparaître 480 emplois sur 2080 d'ici 1995, dont 120 licenciements. La CFDT, FO et la CGC mettent au point un accord avec les patrons pour «sauver les emplois» par une réduction du temps de travail de 3/4 d'heure par semaine sans diminution des salaires. Mais les salaires seront pratiquement gelés pendant trois ans, ce qui représente une baisse de pouvoir d'achat non négligeable même si l'inflation se maintient à un niveau inférieur à 3% l'an. La diminution des emplois est «limitée» à 225 (départs à la retraite et pré-retraites). 1146 employés ont voté pour accepter cet accord sous la menace du chantage, 568 ont voté contre, les autres n'ont pas pris part au vote organisé par ces syndicats et la direction. La CGT, hostile à cet accord, avait mis en doute les arguments patronaux sur les difficultés rencontrées par l'entreprise, mais celle-ci s'est retranchée derrière le «secret-défense» pour ne pas apporter d'arguments chiffrés à l'appui de ses dires! Il est sans aucun doute impossible de croire sur parole la direction alors même qu'elle vient d'être condamnée pour des licenciements injustifiés (sic!) dans ses établissements de Lyon par les Prud'hommes à l'occasion du précédent plan social (1989). Mais de toutes façons la défense des intérêts des travailleurs ne doit pas dépendre des résultats, vrais ou faux, de l'entreprise.

Chez Hewlett Packard (Grenoble), la menace d'une éventuelle délocalisation de l'entreprise a permis une modification complète de l'organisation du travail sans que se manifeste une opposition des travailleurs. La CFDT est toute fière d'annoncer que la boîte est devenue compétitive par rapport au sud-est asiatique, sans réductions de salaire. Elle dit avoir atteint son objectif: «travailler moins pour travailler tous» (2). Le travail par équipes (3x8) a été instauré, les horaires de travail ont été ramenés de 37 heures à 34h 40 (équipe du matin) ou 33h 30 (équipe du soir), 26h 50 (équipe alternante). Les salaires n'ont pas diminué et une centaine de travailleurs devraient être embauchés. Mais maintenant les machines tournent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 (finis les week-ends!). Les patrons ont gagné sur toute la ligne: le prix des composants produits a pu être divisé par deux et le volume de production a triplé; alors que pour les travailleurs la petite diminution du temps de travail ne compense par la fatigue accrue par le travail en équipes. Et on vient consulter la direction de partout: de chez Renault, de chez Peugeot, Bull, etc.

Ces exemples sont les plus riants. Dans d'autres cas le despotisme d'entreprise s'exprime sans fard, comme chez cette entreprise d'héliogravure qui a envoyé cette lettre à tous ses employés: «Nous proposons aux ouvriers de travailler sans être payés un samedi sur deux, de 7h. à 12h. et de conserver par cet effort leur emploi et leur salaire. Nous prendrons nos décisions à la vue du résultat de ces propositions» (3); ou chez Casino qui va économiser 80 millions de F par ans en remplaçant des employés à temps plein par des employés à temps partiel (4). Des travailleurs sont obligés d'accepter de voir leur salaire tomber à 4.185 F par mois à la suite de ces réductions d'horaires ou de

prendre la porte (5). Le gouvernement socialiste avait présenté ces mesures favorisant le temps partiel au nom du partage du travail, Bérégovoy précisant: «le partage du travail suppose un partage des revenus, mais pas pour les petits revenus». C'est sûr...

C'est le rôle des politiciens de faire des promesses, d'enrober leurs sales coups dans des discours fleuris, de jurer qu'il faut préserver les bas salaires, défendre les faibles et les orphelins.

Mais la réalité capitaliste qui se cache derrière tous ces rideaux de fumée, c'est pressurons davantage la classe ouvrière! Toujours plus d'exploitation! Le battage autour du «partage du travail», de la «solidarité», camoufle une offensive patronale contre la classe ouvrière, rendue urgente par la crise économique, qui se manifeste sur tous les plans et dans tous les pays. Il n'est pas possible de finasser avec cette offensive, de trouver du bon dans ses fondements idéologiques pour en critiquer seulement l'application, chercher comment faire disparaître le chômage sans gêner les entreprises et l'économie. Autant vouloir résoudre la quadrature du cercle!

A l'offensive capitaliste il faut répondre par la lutte pour la **défense intransigeante des seuls intérêts prolétaires**. Depuis des années et des années les travailleurs font le gros dos, se résignant aux sacrifices en espérant que ce n'est qu'un mauvais moment à passer. Mais en réalité chaque recul de la classe ouvrière prépare un nouveau recul en incitant la classe bourgeoise à intensifier sa pression. Au début des années soixante-dix Pompidou assurait que s'il y avait un million de chômeurs la société exploserait. Aujourd'hui où Balladur affirme qu'il y a 4,5 millions de sans emplois, comme les risques d'explosion ne semblent pas imminents, les bourgeois vont répétant aux travailleurs qu'ils doivent accepter de nouveaux sacrifices et que le nombre de chômeurs va quand même augmenter de 200 à 300.000 personnes d'ici la fin de l'année!

Il n'y a rien à attendre des plans bourgeois et des recettes éculées des réformistes. Seule la lutte ouverte peut être efficace pour freiner et empêcher la détérioration continue de la situation des travailleurs. La seule alternative non illusoire, c'est se préparer à lutter sur des bases de classe, donc indépendamment et contre l'orientation défaitiste et paralysante de l'opportunisme politique et syndical:

- Contre les licenciements
- Contre l'augmentation de la productivité, les heures supplémentaires, l'augmentation des cadences, l'intensification du travail. Contre toutes les mesures de flexibilité des salaires, le salaire au mérite. Intégration des primes dans le salaire de base.

- Pour une forte réduction du temps de travail sans diminution du salaire

- Pour une augmentation substantielle des salaires, plus forte pour les bas salaires et le SMIC. Pas de salaires en dessous du SMIC, ni de «SMIC jeunes».

- Pour l'embauche des intérimaires et des précaires, la suppression des Contrats à Durée Déterminée.

- Salaire intégral aux licenciés, retraités et pré-retraités. SMIC aux premiers demandeurs d'emploi, RMI égal au SMIC.

- Solidarité prolétarienne avec les travailleurs en lutte et avec toutes les victimes de la répression patronale et étatique.

- Contre toute discrimination envers les travailleurs étrangers, contre le contrôle de l'immigration, liberté des flux migratoires

- Contre toutes discriminations de catégories, entre hommes et femmes, embauchés et précaires, actifs et chômeurs, pour l'union de tous les travailleurs.

Ces différents points ne constituent pas un catalogue de revendications; ils définissent des axes de lutte qui, en s'appuyant sur les besoins réels de la classe, visent à reconstituer son unité dans la lutte de résistance au capitalisme et la mettre en condition de passer de la défensive à l'offensive. Il est clair que de grands mouvements de lutte

seront indispensables pour que ces axes puissent avoir un caractère autre que propagandistes. Il est non moins clair que toute lutte d'importance pour avoir quelque chance de succès doit affronter et vaincre l'emprise des appareils de collaboration de classes qui subordonnent toujours la défense des intérêts ouvriers aux intérêts de l'entreprise, de la région ou du pays; les besoins de la lutte prolétarienne imposent donc l'organisation préalable des travailleurs d'avant-garde sur des bases anti-capitalistes, autour des moyens et des méthodes de classe, et indépendante des hiérarchies syndicales et politiques collaborationnistes.

Voilà la seule perspective réaliste, totalement opposée aux doucereux mensonges des charlatans de la collaboration entre les classes et à leurs remèdes miracles, la perspective de la **lutte de classe**.

(1) «La Tribune Desfossés», 18/12/92

(2) «Enjeu- Les Echos», avr. 93. Pour coller totalement avec un slogan utilisé il y a pas si longtemps par certains groupes dits d'extrême gauche, la CFDT aurait pu ajouter le «travailler autrement» qui complétait leur slogan...

(3) ibid.

(4) «Le Monde», 9/2/93. Le journaliste écrit de cette mesure d'exonération des charges pour les employés à temps partiel que c'est un beau cadeau «involontairement» accordé par Bérégovoy aux employeurs. Pourquoi involontairement? Bérégovoy et ses conseillers n'étaient pas bêtes au point de croire à leurs propres boniments sur le partage du travail...

(5) «Le Monde diplomatique», mars 93.

Vient de paraître
"programme communiste"
Revue théorique du parti
communiste international
No 93 - Mars 1993
Au sommaire

-Marxisme et écolo-socialisme: Deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés

-Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste

-Vers le parti communiste

-Le capitalisme soviétique en crise (2)

-Points sur la questions de la lutte immédiate et des organismes indépendants (2)

-La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionale

IL COMUNISTA

No 36 / Aprile 1993

-La borghesia italiana, il pasticcio referendario e il governo forte

-La Jugoslavia è il mondo, la mistificazione dell'umanitarismo imperialista

-La ripresa delle lotte è la condizione indispensabile per la difesa degli interessi immediati e di classe dei proletari

-Punti sulla questione della lotta immediata e degli organismi proletari indipendenti (II)

-Il capitalismo sovietico in crisi (III)

-Germania: dopo la sbornia democratica, l'offensiva brutale

-La "cooperazione italiana" all'estero

-Lo sciopero dei minatori in Polonia

-China: sulle tracce della Thatcher

-Sangue contaminato: è il capitalismo che avvelena

Catastrophes maritimes

Le capitalisme est responsable

(Suite de la page 1)

que deux cuves du navire sont restées intactes et qu'une houle constante a éloigné vers le large la marée noire. Les plages devraient être prêtes pour la période touristique, même si, selon le C.E.D.R.E. (Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles de l'eau), la région de La Corogne va cracher pendant une période assez longue «chaque mois l'équivalent du pétrolier en matières organiques». Mais l'exploitation et la vente de l'aquaculture et le ramassage de coquillages restent interdits, ce qui touche l'activité professionnelle d'environ 4.000 personnes. Quant au paiement des indemnités, estimées par le gouvernement galicien à 440 millions de dollars, il va faire l'objet de l'un de ces interminables procès comme il est de règle en pareil cas pour déterminer leur «juste valeur» et désigner le coupable.

Pour l'instant, un coupable ou plutôt un bouc-émissaire est désigné; comme c'est pratiquement toujours le cas dans ce type d'accidents aux conséquences très lourdes - et celui de l'«Exxon-Valdez» en 89 en Alaska (1) l'a parfaitement démontré - il s'agit du commandant du pétrolier. Seul le syndicat Comisiones Maritimas, proche du PCE, met en cause la politique de sécurité maritime des Autorités espagnoles. Après avoir établi «la différence entre ce qui relève d'une erreur humaine et ce qui est du domaine du structurel (...)» il ajoute que «tout le trafic portuaire se développe dans les conditions suivantes: non respect des heures de pleine mer, aucun contrôle des entrées et des sorties, des types de navires entrant et sortant du port (...), pas de tour de contrôle radar (seulement un service de vigie huit heures par jour et non remplacement des postes après départ à la retraite)». Les C.M. réclament donc la mise en place de toute une série de mesures de sécurité, puis terminent leur catalogue de revendications en ces termes: «Si tout le dispositif n'était pas adopté, le port de La Corogne continuerait d'être, sans offenser personne [sic!], un port du tiers-monde. Nous tenons à affirmer que les ports de La Corogne, de Galice et de toute l'Espagne sont des ports du tiers-monde en matière de sécurité maritime. Ils le sont par la faute d'une administration qui vit le dos à la mer».

Comme on le voit, les Comisiones Maritimas ne veulent peut-être pas offenser la fierté nationale - le chauvinisme - mais elles se refusent en plus à remonter à la véritable cause de la catastrophe: la loi du profit, à laquelle aucune compagnie et aucune administration capitaliste ne tourneront jamais le dos.

NAUFRAGE AUXILES SHETLAND

Le pétrolier «Braer» naviguant sous pavillon de complaisance (2) libérien, appartenant à l'armateur américain Bergsvall and Hudner Ship Management s'échoue le 4 janvier dernier sur des rochers au sud des îles Shetland avec 85.000 tonnes de pétrole brut. Ce naufrage provoque une marée noire qui va être médiatisée au maximum.

Dès le lendemain une enquête est ouverte afin de déterminer les circonstances exactes à l'origine de l'accident, bien qu'il faudra plusieurs mois au minimum pour que le verdict définitif, ou plutôt la version définitive du jugement, soit rendu. Le même jour le commandant et l'équipage du «Braer» sont mis en garde à vue dans un village des Shetland. C'est ainsi que l'on apprendra ce qui se serait véritablement passé (car il y a des réserves à émettre à ce propos) et surtout sur ce que sont l'état du navire, les conditions de vie, de travail et de salaire de

l'équipage, sa composition, etc. En voici un bref aperçu.

En 1992 par exemple l'équipage a fait grève, sans réel succès, pour divers motifs comme les conditions de travail déplorables, les salaires très bas et les heures supplémentaires qui avoisinent les 200 heures par mois pour chaque membre de l'équipage. La même année deux commandants successifs furent licenciés après avoir poursuivi en justice - sans succès non plus - leur armateur car ils s'estimaient sous-payés. Lors de sa prise de fonction l'ingénieur mécanicien notera dans un rapport écrit qu'«il n'y a que trois mécaniciens, ce qui est insuffisant».

Ce genre de faits peuvent choquer, mais ils n'ont en fait rien d'exceptionnel. Bien au contraire ils sont très fréquents dans le transport maritime et plus spécialement au long cours et sur les bateaux naviguant sous pavillon de complaisance où la bourgeoisie peut plus facilement donner libre cours à sa rapacité habituelle.

Le «Braer» avait appareillé de Norvège à destination du Canada avec des fuites à des tuyaux d'alimentation aux moteurs, signalées aux inspecteurs de sécurité norvégiens. Son départ se fait sans avoir obtenu le «blue certificate» décerné par l'ITF (International Transport Workers Federation) aux navires qui remplissent les conditions de la convention collective de cet organisme, proches des textes nationaux des grands pays capitalistes, et très rarement satisfaites par ceux qui naviguent sous pavillon de complaisance. Peu avant le départ 4 marins sont embauchés; ils sont polonais, ce qui va accroître les problèmes de communication au sein de l'équipage déjà composé de plusieurs nationalités.

Les problèmes de la machine déjà présents au départ vont empirer et quelques heures plus tard survient l'arrêt total du moteur (22h 30). En dépit de plusieurs heures d'effort le moteur ne voudra pas redémarrer. De plus de gros tuyaux en acier qui étaient sur le pont se sont désarrimés avec la tempête, ont endommagé des bouches d'aération ce qui permet à la mer de s'engouffrer à l'intérieur de la machine et de la chaudière.

Le «Braer» se met à dériver. Ce n'est qu'à 5h 05, alors qu'il n'est qu'à 10 miles (18 km) des côtes et que seuls fonctionnent les éclairages de secours que le commandant lance le premier S.O.S., et qu'une heure plus tard que l'aide d'un remorqueur est enfin demandée. Mais c'est trop tard; le pétrolier va s'échouer et les secours ne pourront qu'évacuer l'équipage et constater les dégâts.

On reprochera au commandant d'avoir emprunté une route dangereuse en hiver, de n'avoir pas demandé les secours plus tôt, de ne pas avoir envoyé un S.O.S. alors qu'il était au large de l'Ecosse, de n'avoir pas jeté l'ancre (ce qui aurait freiné le navire), de n'avoir pas laissé traîner des filins que les remorqueurs auraient pu saisir, de ne pas avoir fermé les sabords avant de quitter le pétrolier.

En réalité le commandant n'a fait que son devoir en essayant avec son équipage de remettre le bateau en marche en dépit des différences linguistiques qui furent un très gros problème, retardant chaque opération, ou chaque analyse des opérations, en contactant son armateur afin de suivre les consignes de celui-ci qui est responsable du navire et du chargement, et qui donc est le véritable maître à bord. Or s'il veut rentabiliser son investissement le propriétaire n'a guère intérêt à immobiliser son navire à quai pour faire réparer la machine; il a tout intérêt à lui faire emprunter la route la plus courte, même si c'est la plus risquée; et lorsque la machine tombe en panne, le devoir du com-

mandant - devoir non envers un quelconque code moral des gens de la mer, mais envers le propriétaire et la propriété privée - est de tout faire pour réparer lui-même, d'attendre le dernier moment avant de demander des secours car cela revient à abandonner la propriété de l'armateur entre les mains du remorqueur.

La catastrophe sera médiatisée notamment avec les polémiques qu'elle va engendrer au niveau local, national et même international. Malgré son étendue, la mort et la destruction d'une partie de la faune marine et terrestre (une réserve naturelle occupe une partie de l'île), les problèmes de santé parfois sérieux d'une partie des 23.000 habitants, le préjudice économique sur les activités de la pêche et de l'aquaculture, les dégâts seront finalement relativement limités (le préjudice a été estimé à 200.000 Livres; mais nous ignorons quelle part de cette somme a servi à engraisser les entreprises de dépollution, véritables vautours de la société capitaliste moderne). Il n'est pas sans intérêt de savoir que l'activité économique des Shetland tourne autour du pétrole, surtout depuis 1975 où de nombreuses plate-formes de forages pétroliers en mer ont surgi et que l'ancien petit port de pêche qu'était Sullum Voe est devenu le plus grand terminal gazier et pétrolier d'Europe. Et les zones où courent les pipes-lines pétroliers sous-marins sont devenues les seules véritables réserves naturelles protégées, où prolifèrent les poissons, car la pêche y est interdite pour d'évidentes raisons de sécurité.

UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE MARITIME?

Le 14 janvier dernier une nouvelle catastrophe maritime s'ajoutait à la liste. Le car-ferry polonais «Jan Hewelius» qui assurait la liaison entre la Suède et Swinoujscie près de Szczecin, et qui transportait 29 membres d'équipage et 32 passagers (dont des routiers) ainsi que des camions, des remorques, des voitures et des wagons, chavira après que la tempête ait désarrimé la cargaison. Malgré la rapidité des secours, 17 personnes sont portées disparues et sur les 44 personnes repêchées, seules 9 étaient encore vivantes en raison de la température glaciale de la mer baltique. La commission d'enquête est à l'oeuvre pour déterminer les causes réelles de l'accident de ce ferry qui est du même type que le «Herald of Free Enterprise» dont le naufrage en mars 87 avait fait près de 200 morts. Il s'agit de navires où tout est sacrifié à la rentabilité et qui sont donc particulièrement dangereux, qui chavirent d'autant plus facilement qu'ils n'ont pas de quilles, et dans lesquels, pour des raisons de gain de temps, la cargaison n'est pas toujours arrimée, les portes pas toujours bien fermées, etc. (voir «Le Prolétaire» n°391). Le «Jan Hewelius» avait déjà chaviré en 1978 et en 1982 et il avait été accidenté la semaine précédant son naufrage.

Cela n'empêche pas que tout le monde n'accuse que le commandant du ferry, à l'exception du délégué de la branche maritime du syndicat allemand D.A.G. qui met en plus en cause «les problèmes de rentabilité auxquels sont confrontés les compagnies maritimes»...

Ces différentes catastrophes ont poussé la bourgeoisie de la CEE à organiser une réunion pour jeter les bases d'une politique européenne de sécurité maritime; en juin devraient être prises des décisions sur différents points; les deux premiers sont:

- a) application des règles internationales par les 12 Etats de la CEE: reconnaissance que les Etats européens sont les premiers à

violer les règles internationales!

- b) révision des taxes portuaires et des droits de transit qui pénalisent les navires modernes (généralement plus gros): ce point comme d'autres vise à relancer la course au gigantisme des navires pour des raisons de rentabilité et pas du tout pour des raisons de sécurité:

Les autres points sont de caractère plus technique, sauf les trois derniers, purement démagogiques, qui visent à relancer le projet d'un pavillon européen, à améliorer la formation des équipages, etc. Il n'est pas au pouvoir des Etats européens de retirer de la surface des flots l'immense flotte des navires hors d'âge et des rafiots à bout de souffle (3), d'empêcher la course aux bas salaires, aux coûts les plus bas; par nature les Etats capitalistes ne peuvent s'opposer à la recherche frénétique du profit et donc aux efforts pour comprimer tous les coûts même s'ils se font toujours au détriment de la sécurité et de la santé de la population en général et des travailleurs en particulier.

De toute façon même si de petites lois obtenues après de grands et nombreux débats peuvent apporter des améliorations grâce à certaines dépenses en matière de sécurité, ce ne sera qu'à la condition impérative que ces dépenses ne pèsent pas de façon significative sur les coûts et la vitesse du transport des marchandises, c'est-à-dire sur les profits.

Oui, le capitalisme est responsable par son mode de fonctionnement, mais aussi par son développement continu qui l'amène à retourner même les progrès techniques contre l'humanité.

Dans le domaine maritime où s'effectue 80% des transports mondiaux de biens, comme dans tous les autres, l'expansion du capital s'est traduite par une course dans les techniques. Après la banalisation de la construction des navires en acier, ce fut la course à la vitesse. Puis ce fut la course à la construction de navires de plus en plus gros, transportant toujours plus de marchandises afin d'abaisser leurs coûts et de s'emparer de parts de marché. Sous l'aiguillon de la concurrence, de la guerre de tous contre tous qui est la manifestation de ses lois internes, le Capital doit économiser sur les «coûts». Et il a économisé sur tous les points: les salaires bien entendu des travailleurs (équipages), les effectifs (équipages mais aussi officiers), sur la conception des navires, mais aussi sur les matériaux de construction et principalement sur l'acier. Ainsi, si d'un côté le Capital a permis d'améliorer le confort des équipages sur tous les navires ou presque - après avoir fortement augmenté leur productivité - et des passagers, il a d'un autre côté réduit les lieux de vie et de travail des premiers et la sécurité de tous; des parties vitales sur les navires ayant été soit modifiées soit carrément supprimées.

Au nom de la concurrence et du profit on a multiplié les risques d'accident, l'exemple le plus flagrant étant ces car-ferry comme le «Jan Hewelius» ou «Herald of Free Enterprise»; ces car-ferry, généralement appelés «fer à repasser» par les marins à cause de leur forme (ce qui veut déjà tout dire!) sont dessinés de façon à être compétitifs, principalement au niveau du trafic, et non de façon à assurer la sécurité des équipages et des passagers (par exemple pour ne pas freiner l'embarquement et le débarquement il n'y a pas de cloisons internes dans les garages). Une seule erreur, une seule tempête, un banc de sable par exemple, et c'en est fini de ceux-ci. Car leur forme - ils n'ont pratiquement pas de quille (4) - les rend vulnérables au moindre coup de vent, à la moindre vague assez forte et entraîne le naufrage là où d'autres navires auraient résisté. Les statistiques indiquent qu'ils coulent en quelques

Les catastrophes maritimes

minutes (une minute et demie pour le «Herald...»), qu'un grand nombre quittent les ports surchargés parce que les armateurs cherchent à augmenter au maximum la rentabilité et qu'enfin la réduction d'effectif des équipages, l'introduction de nouveaux horaires et le nombre incalculable d'heures supplémentaires augmentent encore les dangers.

Pour d'autres types de navires, l'économie s'est principalement effectuée sur l'acier, souvent trop coûteux. On a donc réduit l'épaisseur des coques, pour l'allonger ou l'élargir afin de transporter plus de marchandises (cas des pétroliers et des pétrovaquiers); et encore les construit-on dans des pays technologiquement avancés mais dont les coûts sont inférieurs en raison de l'exploitation d'une main d'œuvre sous-payée et qui effectue des temps de travail dignes d'une époque révolue en occident. Outre cette réduction de l'épaisseur de la coque, il y a aussi la réduction de l'épaisseur des cloisons et autres parois internes et, par conséquent, l'amincissement des cloisons des cuves (ou tanks) dans lesquelles sont transportées des marchandises comme le pétrole, le minerai, la charbon, le grain... Cette faible épaisseur peut engendrer une catastrophe ou l'amplifier comme dans le cas de l'«Aegean Sea» dont les cuves se sont brisées pendant et après la tempête. L'insécurité n'augmente donc pas seulement pour les marins et passagers, mais aussi pour l'environnement, la faune, la côte, les ports et leurs habitants et pour tous ceux qui vivent de la mer et grâce à elle. Après la révolution, «l'histoire ne définira pas l'âge du capitalisme comme l'âge du rationnel, mais comme l'âge de la camelote» (5).

Le capitalisme ne peut trouver que des palliatifs et des remèdes passagers à ses contradictions et aux catastrophes qu'il provoque. Il y a en ce moment une polémique autour de la construction des pétroliers et des pétrovaquiers avec double-coque, qui fait un boom depuis 1990 (6). Cela vient en partie du développement de l'écologie, réaction d'une partie de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie contre certaines conséquences désastreuses du système capitaliste (mais donc incapable par son origine de classe d'arriver à une critique radicale de celui-ci). Cette polémique s'étend surtout depuis le naufrage de l'«Aegean Sea», équipé d'une double coque, ce qui ne l'a pas empêché de couler et de provoquer une marée noire. Il apparaît donc que les doubles-coques qui se développent actuellement n'apportent pratiquement rien en matière de sécurité en cas de naufrage ou d'accident.

Il y a là un nouveau filon à exploiter sur le marché de la construction navale où la concurrence est rude. C'est la France qui à l'heure actuelle est à la pointe, en proposant un autre système de double-coque: «La double-coque n'est pas une panacée. Elle est généralement étroite (2 mètres) et donc facilement traversée en cas d'accident violent. Elle peut être aussi à l'origine d'une explosion (...). La France défend un autre procédé: le pont intermédiaire ou pont médian. Il vise à diviser les citernes en deux tranches, haute et basse, [qui] peuvent être remplies de pétrole mais ne sont pas en communication. En cas d'échouement ou de déchirement du fond, la pression de l'eau est plus forte que celle exercée par le pétrole dans les cuves de fond (tranche basse). Le pétrole est ainsi repoussé à l'intérieur de la citerne.

Avantage: le creux des cuves de fond est plus important que celui des doubles fonds (6m au lieu de 2m) et donc à même de faire face à des échouements plus violents. (...) Les opposants à cette alternative du pont médian lui reprochent son incapacité à retenir le pétrole contenu dans les cuves de fond lors de la marée descendante dans le cas d'un navire échoué en pleine mer, ainsi que le risque de multiplication des carènes [NdLR: parties immergées d'un navire] liqui-

des» (7).

Comme on peut le constater ce texte est très clair, il ne fait que prouver ceci: plus de moyens contre la pollution de pétroliers = plus de catastrophes et d'accidents maritimes de pétroliers. Et puis cela n'empêchera pas les accidents, mais seulement les marées noires en espérant que les navires prennent bien soin de ne faire naufrage qu'à la marée montante... Voilà une démonstration supplémentaire que le capitalisme ne cherche pas à préserver les vies humaines et l'environnement mais bien à obtenir de nouvelles sources de profit pour pouvoir continuer à produire, accumuler, surproduire dans les marchés fructueux de la construction et de la réparation navales, et dans les nouveaux marchés de la lutte anti-pollution où la concurrence est de plus en plus rude.

Ainsi que nous l'avons dit ailleurs: *le responsable de l'empoisonnement de la nature et de la vie de l'homme, des destructions et des catastrophes, ce n'est pas «l'homme» en général, ni «la société» en général, encore moins cette fameuse «civilisation industrielle», platitude si commode pour masquer tous les problèmes réels; c'est un mode de production bien précis, régi par des lois bien précises: le mode de production capitaliste, caractérisé par la généralisation de la production de marchandises au moyen du travail salarié. Le développement de la production marchande sur la base du salariat conduit inéluctablement à la course au profit et à l'accumulation, à la concentration du capital et à l'impérialisme; nuisances et pollutions, destructions et désastres ne sont que des aspects (et des aspects partiels) des conséquences de ce développement (8).*

Ce n'est que par la destruction du capitalisme que disparaîtront à jamais les causes des catastrophes. Car sous le communisme le secteur maritime, comme tous les autres, ne dépendra plus de la concurrence, des lois du marché et du profit, mais des seuls besoins de l'humanité. Il s'en suivra une profonde révolution dans l'organisation de ce secteur y compris sur le plan technique, dans la mesure où tout sera fait pour garantir **la sécurité et la santé** des travailleurs comme des populations, et pour **diminuer leur charge de travail**: ce ne sera plus la rentabilité qui sera l'élément déterminant dans la construction des navires, les routes à suivre, la durée des escales car la loi de la valeur et donc l'argent auront disparu. Dans la mesure également où le déplacement des produits sera organisé et réglementé - tout comme l'ensemble de l'économie - par un **plan unique mondial** qui en particulier répartira les centres de production sur la surface de la planète au lieu de les concentrer en quelques régions qui drainent les matières premières du monde entier et y renvoient les marchandises produites; dans la mesure enfin où la nature des matières premières et de l'énergie utilisée ainsi que des produits finis connaîtra elle aussi de profonds changements.

Mais tant que le Parti Communiste Mondial reconstitué ne pourra faire déferler une véritable tempête humaine, une marée rouge de grande ampleur poussée par un seul courant, celui du marxisme révolutionnaire dont la doctrine restaurée aura enfin rencontré un écho chez les prolétaires et au sein de la classe dominée, contre le navire du capitalisme qui sombrera un jour ou l'autre, les catastrophes continueront, aggravées et provoquées comme nous en avons apporté la preuve, par le système capitaliste.

(1) Le commandant de l'«Exxon-Valdez» a été accusé de faute professionnelle grave pour ivresse. Il fallait en effet trouver un bouc-émissaire afin de protéger les intérêts de la compagnie Esso. Aujourd'hui, l'«Exxon-Valdez», qui a été réparé, navigue sous un autre nom, l'«Exxon-Mediterranean» en mer Méditerranée. Cela étant bien mieux pour Esso car à la suite de l'augmentation des risques d'accident une loi interdit l'accès aux ports américains de tout pétrolier non muni d'une double coque, comme c'est son cas.

(2) Le pavillon de complaisance se différencie du pavillon national par les points suivants:

-a) le pays d'immatriculation autorise des bourgeois non-résidents à devenir propriétaires ou à contrôler ses navires-marchands sans que l'armateur soit soumis à des lois qui puissent le gêner dans la conduite de ses affaires.

-b) L'immatriculation est facile à obtenir et il est même possible d'immatriculer un navire à l'étranger, dans un consulat du pays.

-c) le pays d'immatriculation est en général dominé par l'impérialisme; Ainsi il ne peut, pour une quelconque raison, revendre la disposition des navires qui naviguent sous son pavillon.

-d) L'armement des navires se fait dans des conditions qui interdisent tout contrôle sur ceux-ci. Ainsi il est possible d'embaucher des équipages sans qualification, avec de faibles salaires, sans acquis sociaux, sans protection sociale, sous contrats, etc., bref exploitables au maximum.

-e) Le pays d'immatriculation ne peut imposer des réglementations nationales ou internationales, bien qu'en théorie ces navires soient soumis à des inspections et des réglementations strictes lors des escales dans les différents pays (mais cela ne les empêche pas de naviguer comme on peut le constater).

-f) Le revenu du navire n'est pas ou pratiquement pas soumis localement à l'impôt public et il en va de même pour l'armateur.

-g) Les navires immatriculés dans ces pays ne peuvent pas être réquisitionnés par l'Etat auquel appartiennent les compagnies d'armement et/ou les armateurs, en cas de guerre ou de crise grave.

En 1939 seuls 1% des navires naviguaient sous pavillon de complaisance; ils étaient 30% en 1982 et il y en a 40% aujourd'hui. Plus de 45% des pétroliers naviguent sous pavillon de complaisance (Panama, Libéria, Bahamas, etc.). Par ailleurs certains pays européens ont créé des «pavillons-bis»; en France sur les navires battant pavillon-bis, les équipages, qui sont au trois-quart étrangers, n'ont pas le même statut que les marins français. Ils n'ont pas les mêmes avantages financiers, les mêmes droits, n'ont aucun acquis social, ont des conditions de vie et de travail à bord plus mauvaises et n'ont presque pas de protection sociale.

(3) Selon une estimation britannique au moins 20% des pétroliers naviguant de par le

monde ne sont que «des poubelles flottantes - des navires qui tout simplement ne peuvent plus assurer le trafic». En 1991 54% des pétroliers avaient plus de 15 ans d'âge (la limite normale) et ils avaient été responsables de 76% des accidents; 40% des pétroliers européens avaient eux aussi dépassé les 15 ans et devraient être remplacés si la limite était respectée. Une compagnie d'assurance britannique a révélé qu'en 1992 elle avait refusé d'assurer 85% des 133 navires qu'elle avait inspectés après y avoir trouvé de «sérieux problèmes structurels»; pourtant rares ont été ceux qui ont été réparés et seuls 3 ont été retirés de la navigation; la même année la société Elf avait trouvé que les 2/3 des pétroliers inspectés ne satisfaisaient pas aux tests de sécurité, etc., etc... cf. The Wall Street Journal Europe, 15/2/93.

(4) L'absence de quilles pose de graves problèmes de sécurité pour des navires naviguant en mer, mais cela ne fait pas reculer les armateurs. Un exemple frappant en France est donné par le ferry «Marie Evangéline» destiné au transport de camions et remorques. Il a été conçu sans quille car destiné à naviguer sur des grands fleuves (le Saint Laurent au Canada). Depuis il a été racheté et il navigue dans la Manche sous le pavillon de la compagnie P. et O. de Boulogne-sur-mer. Lorsqu'il y a des tempêtes, il doit soit rester à quai, soit traverser malgré le danger. Comme il n'a pas eu pour l'instant de réel accident, il devrait continuer à naviguer à moins d'une... catastrophe. En attendant il fait les traversées et il rapporte à ces armateurs, c'est bien là le principal pour le Capital!

(5) cf. A. Bordiga, «Espèce humaine et croûte terrestre» (petite bibliothèque payot n°341), p.101. Il s'agit d'un recueil d'articles publiés anonymement, comme tous les travaux du parti, dans notre presse entre 1951 et 1953.

(6) Ces deux dernières années une cinquantaine de pétroliers à double coque ont été livrés par les chantiers mondiaux. Il existe environ 3.250 pétroliers ou pétrovaquiers à double coque dont plus de la moitié dépasse les 15 ans, ce qui est la limite d'âge pour les navires de ce type - 20 à 25 ans pour les autres - et en fait peu ont une double coque intégrale, mais des double fond ou double muraille; ils sont cependant classés dans cette catégorie par les autorités bourgeoises «compétentes»;

(7) cf. «Le Marin», 29/1/93.

(8) cf. A. Bordiga, op. cit. La citation est tirée de la préface à cet ouvrage.

LETTRE A UN SYNDICALISTE FRANCAIS (Léon Trotsky, 31 juillet 1920)

Nous publions de larges extraits de la lettre ouverte adressée par Trotsky à Pierre Monatte, chef de file du courant dit «syndicaliste révolutionnaire», très influent dans la France d'avant la première guerre mondiale, au point qu'il dirigeait la CGT. Trotsky, en raison de sa connaissance du milieu prolétarien français (présent en France pendant une partie de la guerre mondiale, il avait connu le petit groupe de militants autour de Monatte et Rosmer qui avait résisté à la vague chauvine qui avait emporté les chefs syndicalistes révolutionnaires tout comme les chefs socialistes) fut en quelque sorte chargé par l'Internationale de superviser les efforts de constitution d'un parti communiste en France. Cette lettre ouverte s'inscrivait dans la tentative de gagner les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire à la perspective de participer à la constitution du parti en réfutant les préjugés libertaires qui étaient au fondement de leur doctrine.

Deux ans plus tard, Bordiga, délégué de l'Internationale au Congrès de Marseille du jeune PCF, tout en répétant la nécessité de travailler avec les syndicalistes révolutionnaires de gauche, enfoncera le clou dans une critique implicite de la tendance des communistes à laisser ces militants diriger le mouvement syndical, comme sous l'effet d'une division du travail. Et il précisera, en écho des remontrances incessantes de l'Internationale, que les divergences avec les syndicalistes révolutionnaires portent sur le programme et les principes politiques généraux, mais aussi et en conséquence sur les méthodes d'action: «il y a une méthode de travail syndicaliste dans les syndicats et il y a une méthode communiste dans les mêmes syndicats. Alors camarades, il faut que vous fassiez comprendre vos principes et vos doctrines dans votre propagande et dans votre agitation, comme vous avez com-

(Suite en page 6)

LETTRÉ A UN SYNDICALISTE FRANÇAIS

(Suite de la page 5)

mené à le faire vis-à-vis des de la doctrine et des principes des syndicalistes que nous respectons. Il faut éclaircir devant le prolétariat ces différences et faire au sein des syndicats la propagande en faveur de nos propres doctrines, de nos méthodes et de nos perspectives du développement du prolétariat qui pousse à l'action politique, à l'intervention des partis dans la lutte, à la dictature du prolétariat et à la constitution des conseils ouvriers et paysans.

Il faut soutenir l'entente, dès que la situation l'exige, mais sur une base théorique clairement posée dès le premier moment, car il faut se préparer à l'avance à des différences positives et à la pratique de méthodes différentes entre vous et les camarades syndicalistes révolutionnaires».

Notre but n'est pas ici de faire la critique de ce courant, mais, contre tous les préjugés libertaires peut-être plus répandus aujourd'hui qu'alors, de souligner avec ce texte très efficace de Trotsky l'importance primordiale du parti pour la lutte prolétarienne et la révolution communiste.

(lettre extraite du recueil de textes de Trotsky «Le mouvement communiste en France», Ed. de Minuit, p.87-95)

Cher ami,

son caractère politique et la constitution de ses partis vous font douter de la IIIe Internationale. Vous craignez de voir le mouvement syndicaliste français tomber à la remorque d'un parti politique. Laissez-moi vous faire part de mes idées à ce sujet.

Avant tout, je dois vous dire que le mouvement syndical français, dont l'indépendance vous préoccupe, se trouve d'ores et déjà à la remorque d'un parti politique. Certes, ni Jouhaux, ni ses plus proches lieutenants, Dumoulin, Merrheim et autres [dirigeants de la CGT-Ndlr] ne sont encore députés, ni n'appartiennent encore à aucun des partis parlementaires. Mais c'est tout simplement affaire de division du travail. Au fond Jouhaux mène dans le domaine syndical une politique d'accord avec la bourgeoisie, absolument identique à celle que mène le socialisme français type Renaudel-Longuet dans le domaine parlementaire. Si l'on exigeait de la direction actuelle du parti socialiste français qu'elle traçât un programme pour la CGT et qu'elle nommât son personnel dirigeant, il n'y a pas l'ombre d'un doute: le parti socialiste français sanctionnerait le programme actuel de Jouhaux-Dumoulin-Merrheim et laisserait ces Messieurs aux postes qu'ils occupent. Si l'on envoyait Jouhaux et consorts siéger au Parlement et si l'on plaçait Renaudel et Longuet à la tête de la CGT, ce déplacement ne modifierait en rien la vie intérieure de la classe ouvrière française. Vous êtes vous-même obligé d'en convenir.

Le tableau qui vient d'être esquissé prouve précisément qu'il ne s'agit pas de parlementarisme ou d'antiparlementarisme, ni non plus d'adhésion formelle à un parti. Les vieilles étiquettes se sont effacées et ne répondent plus au contenu nouveau. L'antiparlementarisme de Jouhaux ressemble comme deux gouttes d'eau au crétinisme parlementaire de Renaudel. Le syndicalisme officiel d'aujourd'hui a beau renier - par tradition - tout parti, la politique de parti, etc., le fait est que les partis bourgeois en France ne peuvent souhaiter de meilleurs représentants à la tête du mouvement syndical français que Jouhaux, de même qu'ils ne peuvent souhaiter de meilleurs parlementaires («socialistes») que Renaudel et Longuet.

LE BUT REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

Certes les partis bourgeois ne leur ménagent pas les injures. Mais c'est unique-

ment pour ne pas ébranler définitivement leur crédit dans le mouvement ouvrier. L'essentiel n'est ni le Parlement, ni le syndicalisme, l'essentiel c'est le caractère de la politique suivie par l'avant-garde de la classe ouvrière, tant au Parlement que sur le plan syndical. Une politique vraiment communiste, c'est-à-dire une politique ayant pour but de renverser la domination de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois, trouvera son expression révolutionnaire dans toutes les manifestations vitales de la classe ouvrière, dans toutes ses associations, institutions, et organes où pénètrent les représentants de cette classe: syndicats, meetings, presse, parti communiste, sociétés révolutionnaires secrètes travaillant dans l'armée ou préparant l'insurrection, tribune parlementaire même, si les travailleurs avancés envoient au Parlement d'authentiques révolutionnaires pour les représenter.

Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière, afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens du communisme. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but, **la dictature du prolétariat**, n'est pas un révolutionnaire, main un petit-bourgeois grognon. Pour celui-là, pas de place parmi nous. D'ailleurs nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement, dans toute son ampleur, qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'Eglise, la démocratie, etc., dans la vase des préjugés ne devienne pas de la route et trouvent l'expression qui convient à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie, les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts s'il le faut, à donner leur vie pour la cause.

NECESSITE D'UN PARTI COMMUNISTE

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon quand vous constatiez qu'à eux seuls les syndicats qui embrassent les grandes masses ouvrières ne suffisent pas pour faire la révolution, et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret.

Comment peut être composé ce groupe d'initiative? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure et s'assurer ainsi une influence directrice sur tous les organes de cette classe et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat, groupée en un bloc homogène par le programme communiste, et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif contre la citadelle capitaliste? Nous l'appelons le **parti communiste**.

Mais alors, direz-vous, ce parti n'a rien de commun avec le parti socialiste français actuel? C'est absolument vrai. Et c'est pré-

cisément pour établir bien nettement la différence que nous ne parlons pas de parti socialiste, mais de parti communiste. - Néanmoins vous parlez de parti?

- Oui, nous parlons de **parti**. Bien sûr, on peut démontrer, non sans succès, que le mot même de parti est fortement compromis par les parlementaires, les bavards professionnels, les charlatans petits-bourgeois et autres de même acabit.

Mais ces inconvénients n'affectent pas seulement les partis politiques. Nous avons déjà reconnu ensemble que les organisations prolétariennes (syndicats français, trade-unions anglais, Gewerkschaften allemands) se sont passablement compromises, elles aussi, par suite du rôle honteux que leurs leaders ont joué pendant la guerre et continuent encore pour la plupart à jouer. Et pourtant ce n'est pas encore une raison suffisante pour renoncer à l'emploi du mot «syndicats». D'ailleurs, vous en conviendrez, ce qui importe, ce n'est pas la terminologie, mais la nature des choses. Sous le nom de parti communiste, nous comprenons l'union de l'avant-garde du prolétariat en vue de la dictature du prolétariat et de la révolution communiste.

Les arguments invoqués contre la politique et contre le parti cachent très souvent une méconnaissance anarchiste du rôle de l'Etat dans la lutte des classes. Proudhon disait que l'atelier ferait disparaître le gouvernement. Ce n'est vrai qu'en un sens: la société future sera un formidable atelier libéré du principe gouvernemental puisque le gouvernement ou l'Etat n'est que l'appareil de contrainte de la classe dominante et que, dans la société communiste, il n'y aura plus de classes. Mais toute la question est de savoir **par quel chemin** nous arriverons à la société communiste. Proudhon pensait que nous y arriverions par la voie de l'association. L'atelier ferait disparaître peu à peu le capitalisme et l'Etat. Cela, l'événement l'a montré, c'est la plus pure des utopies: car c'est l'atelier qui a disparu devant l'usine monstre, et au dessus de ses ruines, s'est élevé le trust monopolisateur. Les syndicalistes français croyaient, et nombre d'entre eux croient encore, que les syndicats supprimeraient la propriété capitaliste et détruiraient l'Etat bourgeois. C'est faux. Les syndicats apparaissent comme un puissant appareil de grève générale coïncidant avec les méthodes et les procédés des organisations syndicales. Mais pour que la grève devienne vraiment générale, il est nécessaire d'avoir une «minorité directrice» qui de jour en jour, fasse l'éducation révolutionnaire des masses. Il est évident que cette minorité ne doit pas se grouper ni par métier, ni par profession, mais sur la base d'un programme déterminé d'action prolétarienne révolutionnaire. Or, comme nous l'avons déjà dit, ce n'est pas là autre chose que le parti communiste.

INSUFFISANCE DES MOYENS SYNDICAUX

Mais, pour renverser la domination de la bourgeoisie, la grève générale qu'il est tout indiqué de réaliser par l'appareil du syndicalisme, ne suffit pas. La grève générale est une arme bonne pour la défense, non pour l'attaque.

Or ce que nous voulons, c'est renverser la bourgeoisie et lui arracher des mains la machine gouvernementale. La bourgeoisie, représentée par son Etat, s'appuie sur l'armée. Seule l'insurrection armée, mettant le prolétariat face à face avec l'armée, porte à ces éléments contre-révolutionnaires des coups mortels et gagne à sa cause la meilleure partie de cette armée: seule l'insurrection armée du prolétariat est en mesure de le rendre maître de la situation dans le pays.

Mais pour la réussite de l'insurrection, il faut une préparation énergique et acharnée: préparation d'organisation, préparation technique. Il faut à tout moment dénoncer les crimes et les vilenies de la bourgeoisie dans tous les domaines de la vie sociale: politique internationale, atrocités colonia-

les, despotisme intérieur de l'oligarchie capitaliste, bassesses de la presse bourgeoise, voilà les matériaux d'un réquisitoire vraiment révolutionnaire dont il faut savoir tirer toutes les conséquences révolutionnaires. Or ces thèmes sortent du cadre de l'organisation syndicale et de son rôle. Parallèlement à cette préparation, on devra procéder à la création de points d'appui d'organisation pour l'insurrection du prolétariat. Il faut que dans chaque syndicat local, dans chaque usine, dans chaque atelier, il y ait un groupe d'ouvriers liés indissolublement par une idée commune et capables au moment décisif, par leur action unanime, d'entraîner la masse avec eux, de lui montrer la bonne route, de la préserver des erreurs, et de lui assurer la victoire. Il faut pénétrer dans l'armée. Dans chaque régiment doit exister un groupe solide et cohérent de soldats révolutionnaires prêts et résolus, au jour de la rencontre avec le peuple, à passer du côté des ouvriers, et à entraîner tout le régiment avec eux. Ces groupes de révolutionnaires cimentés par l'idée, liés par l'organisation, ne pourront agir avec plein succès que s'ils sont les cellules d'un parti communiste unifié et centralisé. (...)

ORGANES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Aussi longtemps que l'élite du prolétariat français n'aura pas fondé un parti communiste centralisé, elle ne s'emparera pas du pouvoir, elle ne supprimera pas la police bourgeoise, le militarisme bourgeois, ni la propriété privée des moyens de production. Or, sans ces conditions, l'atelier ne supprimera pas l'Etat. Celui qui, après l'expérience de la révolution russe, ne l'a pas encore compris, est perdu sans espoir. Mais, même après que la révolution triomphante aura fait tomber le pouvoir entre les mains du prolétariat, celui-ci ne pourra pas immédiatement liquider l'Etat en remettant l'autorité aux syndicats. Les syndicats organisent les couches supérieures de la classe ouvrière par profession et par industrie. Le pouvoir, lui, doit refléter les intérêts et les exigences révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'organe de la dictature du prolétariat, ce ne sont pas les syndicats, mais les soviets élus par les travailleurs et, dans le nombre, par des millions d'ouvriers qui n'ont jamais appartenu à aucun syndicat et qui sont, pour la première fois, éveillés par la révolution.

Mais ce n'est pas tout que de former des soviets. Il faut encore que ces soviets aient une politique révolutionnaire déterminée. Il faut qu'ils distinguent nettement les amis des ennemis, il faut qu'ils soient capables d'actions décisives et, si les circonstances l'exigent, d'actions impitoyables. L'exemple de la révolution russe, celui de la révolution de Hongrie et de Bavière démontrent que la bourgeoisie ne dépose jamais les armes après sa première défaite. Bien au contraire, dès qu'elle a perdu, son désespoir ne fait que multiplier par deux ou trois son énergie.

Régime des soviets signifie régime de lutte implacable avec la contre-révolution indigène et étrangère. Qui donc donnera aux soviets élus par les ouvriers un niveau de conscience différent, un programme d'action clair et précis? Qui les aidera à s'orienter dans le dédale de la situation internationale et à trouver la bonne voie? A coup sûr, ce ne peut être que les révolutionnaires les plus conscients et les plus expérimentés; liés indissolublement par l'unité de leur programme. Et c'est encore une fois le parti communiste.

(...) Leur indépendance formelle ne préserve pas les syndicalistes français de l'influence de la bourgeoisie. Les syndicalistes russes ont répudié pareille indépendance. Ils ont renversé la bourgeoisie. Et ils y sont parvenus parce qu'ils ont chassé de leurs rangs les sieurs Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et les ont remplacé par des combattants fidèles, éprouvés, sûrs, c'est-à-dire par des communistes. Ce faisant, ils n'ont pas assuré seulement leur indépendance à

Vietnam : Le retour en force de l'impérialisme occidental

(Suite de la page 1)

russe, le capitalisme chinois n'ont pas l'intention de rester de simples spectateurs; certes les bourgeoisies locales se préparent à collaborer avec elles pour opprimer et exploiter les ouvriers et paysans pauvres. Mais la poussée gigantesque que ces derniers ont imprimée au mouvement et que, à son tour, le mouvement leur a donnée ne manquera pas de les aligner dans les prochaines années, peut-être dans les prochains mois, sur le front - cette fois débarrassé des aspirations nationales subsistantes - des conflits sociaux.

(...) Nous saluons la fermeture de ce cycle, avec toutes ses limites, ses retards, ses compromis - d'ailleurs prévus par la théorie marxiste - comme le début d'un cycle nouveau et décisif de batailles bien plus grandioses! (Le Proletaire n°196, 17/5/75). Et dans le n° suivant du journal nous écrivions: «Les Etats-Unis sont partis, mais on prépare déjà leur retour!».

Les délais se sont révélés sans doute plus longs, en raison en particulier des alignements de force dans la région et au niveau mondial qui se sont manifestés par l'invasion du Cambodge, les affrontements avec la Chine, l'hostilité envers les pays de l'ASEAN d'un Vietnam fidèle allié et Etat «client» de l'URSS tout au long de la nouvelle période de guerre froide qui a duré jusqu'au tournant gorbatchévien. Mais en fin de compte la bourgeoisie et l'Etat vietnamiens ouvrent la porte au capitalisme occidental. 17 ans après la chute de Saïgon le grand hebdomadaire économique américain «Business Week» pouvait titrer joyeusement en page de couverture: *Good Morning, Vietnam!*, bonjour, Vietnam! en reprenant le titre d'un film à succès sur la guerre du Vietnam.

Le Vietnam, exemple autrefois de l'anti-impérialisme intransigeant - et même de la lutte prolétarienne pour le socialisme - aux yeux d'une bruyante «extrême» gauche confusionniste, fait en effet les yeux doux aux capitalistes du monde entier et tout particulièrement à ses anciens ennemis. On assiste aujourd'hui à un retour en force des puissances impérialistes chassées hier par les luttes d'indépendance, à la suite du retrait de l'impérialisme russe. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, d'une recolonisation, en dépit des rêves nostalgiques en France de l'Indochine coloniale, mais bien de la forme moderne de l'impérialisme, de l'investissement en capitaux, de l'interdépendance croissante des économies permise aussi par les évolutions historiques, sociales et économiques de l'Indochine toute entière. Ce n'est pas une quelconque dégénérescence

de prétendus «Etats ouvriers», une renonciation à la construction d'un socialisme qui n'a jamais existé que dans la propagande officielle et dans les esprits embrumés de l'opportunisme de gauche et d'extrême gauche. Mais c'est bien le débouché inévitable de la révolution bourgeoise, la construction d'une économie capitaliste qui aspire avec une force toujours croissante à s'intégrer au marché mondial. Et le résultat que nous en attendons, le vrai résultat positif de toute révolution bourgeoise, c'est le développement de la classe ouvrière, le remplacement de la vieille lutte anti-coloniale, populaire, nationale, par la lutte des classes **au sein de la nation, au sein du peuple**, l'apparition d'un nouveau foyer de la lutte anti-capitaliste internationale. En 1975, avec la fin de la guerre du Vietnam, le cycle d'éveil de l'Asie ne s'est fermé que pour se rouvrir sur un plan plus élevé, le plan de l'éveil du prolétariat asiatique, dans des délais qu'il n'est pas possible d'estimer, mais qui se raccourcissent d'autant plus vite que s'évanouissent les mensonges «socialistes» et que progresse au détriment des masses paysannes encore très nombreuses le développement capitaliste avec son cortège de souffrances et de misères.

L'affaïssement de la puissance soviétique, puis russe, a contraint partout ses anciens alliés à accélérer les mutations **déjà en cours**, et à chercher sinon d'autres patrons, du moins d'autres points d'appui. La quasi-disparition de l'ancienne puissance tutélaire a imposé à l'Etat vietnamien de modifier ses relations avec ses voisins et avec les grandes puissances mondiales. Le Vietnam a dû se retirer du Cambodge, normaliser ses relations avec le puissant voisin chinois et les Etats asiatiques pro-occidentaux de l'ASEAN. Enfin et surtout elle multiplie ces deux dernières années les démarches en direction des Etats-Unis qui détiennent à l'heure actuelle comme jamais les clés du développement économique vietnamien. En effet Washington maintient encore son embargo envers le Vietnam, ce qui empêche non seulement les firmes américaines de commercer avec lui et surtout de s'implanter, mais aussi les entreprises des alliés des Etats-Unis; d'autre part Washington interdit toujours aux organisations internationales de nouer des relations avec ce pays. C'est ainsi que la France a mis sur pied un «groupe de soutien» prêt à avancer au Vietnam les sommes nécessaires pour que celui-ci rembourse au FMI ses arriérés et ait ainsi accès à l'ouverture de crédits avantageux, ce qui le qualifierait en outre pour des prêts de la Banque Mondiale, ces divers prêts et crédits étant nécessaires pour que s'implantent les grandes entrepri-

ses. Mais les initiatives françaises sont jusqu'ici bloquées par les américains au niveau du FMI, malgré le rapprochement constant entre Hanoï et Washington.

Le groupe de soutien aurait dû se réunir en avril dernier, comptant sur l'annonce de la levée de l'embargo américain. Mais l'administration américaine a fait machine arrière après la «découverte» opportune... dans les archives soviétiques par les milieux américains hostiles au régime vietnamien actuel, de documents sur les prisonniers de guerre américains. Officiellement le gouvernement Clinton a émis des doutes sur l'authenticité de ces documents; mais la question vietnamienne soulève un problème politique non négligeable. Ce n'est pas que Clinton qui prit part à des manifestations contre la guerre, craindrait de se voir attaquer sur cette question par les anciens combattants, comme l'expliquent les journalistes, superficiels par nature et par fonction. Le problème est que la première puissance de la planète ne peut si facilement se réconcilier et ouvrir les cordons de sa bourse à qui lui a infligé une défaite humiliante il y a 15 ans à peine, sans risquer que d'autres se disent qu'il n'en coûte pas si cher de la défier. Mais par ailleurs de nombreuses sociétés américaines, alarmées par la présence croissante de leurs concurrents étrangers, font pression sur leur gouvernement pour qu'il lève enfin la quarantaine imposée au Vietnam. Le secrétaire d'Etat Warren Christopher avertissait au moment de sa prise de fonction que «nous sommes en train de rater une quantité d'importantes occasions commerciales»...

LE VIETNAM, FUTUR «DRAGON»

Le Vietnam est en effet généralement perçu comme le «nouveau marché le plus prometteur», «le marché asiatique du futur», «le futur dragon du sud-est asiatique», pour reprendre quelques qualificatifs de la presse économique internationale. Il se situe dans une région du monde déjà en forte croissance et promise à une plus forte croissance encore, zone qui comprend le puissant Japon à un pôle et l'immense Chine à l'autre. Dans la course à la croissance, le Vietnam est parti en retard - il a entamé ses réformes économiques 10 ans plus tard que la Chine - mais son retard même peut se transformer parfois en avantage; les salaires sont nettement inférieurs à ceux d'autres pays «en développement» que recherchent les industries dites de main d'oeuvre, et même des «dragons» (Taïwan, Corée, Thaïlande, Singapour, Hong Kong) ainsi que les prix de l'immobilier, des services, et il n'y a pas encore de troubles politiques et sociaux comme en ont connu la Corée, la Thaïlande, les Philippines ou la Chine. La main d'oeuvre est abondante - le pays a pratiquement 70 millions d'habitants, dont 40% de moins de 20 ans et un taux très élevé d'expansion démographique: 2,5% par an - et elle est reconnue comme assez bien formée et disciplinée (1), les ressources sont importantes (charbon, pétrole, or...), etc.

Cependant les points noirs pour les investissements capitalistes sont encore importants. Ils sont de deux ordres: d'abord la très grande insuffisance des infrastructures (des télécommunications aux transports en passant par la fourniture d'électricité), le sous-développement du pays après un siècle de colonisation et les dégâts causés par des décennies de guerre, que l'alliance avec l'impérialisme russe n'a pas permis de combler; ensuite l'ouverture encore insuffisante au capital étranger, la persistance de dispositions administratives qui contrecarrent encore le libre mouvement des capitaux.

Mais par ailleurs l'inflation est en nette diminution, ainsi que le déficit de la balance commerciale. Un des premiers effets de la péréstroïka («Doi Moi») vietnamienne commencée en 1986 a été la libéralisation

économique dans les campagnes; l'augmentation de la production de riz qui en a résulté a permis de faire disparaître les disettes des années quatre-vingt et le Vietnam est même devenu le troisième exportateur mondial de riz. L'extension de la libéralisation (libération des prix, critères de rentabilité dans les entreprises d'Etat, abandon des tentatives de supprimer ou contrôler l'activité au noir, autorisation des entreprises privées, mise sur pied d'un code des investissements, etc.) a fini par donner un coup de fouet à l'économie. En 1991 le revenu national avait progressé de 2,4% et la production industrielle de 5,3%. En 1992 ces chiffres ont été respectivement de 5,3% et de 15% (la production agricole ayant augmenté de 4,4%); l'inflation qui était de 70% en 1991 est retombée à 15% en 1992 après avoir atteint des niveaux latino-américains à la fin des années quatre-vingt. Le commerce extérieur a connu pour la première fois en 92 un excédent, léger (70 millions de dollars) mais qui contraste avec les énormes déficits de la décennie précédente.

Cependant la structure du commerce extérieur est typique d'un pays économiquement arriéré: le Vietnam exporte des matières premières et des produits agricoles (le pétrole et le riz représentant près de 75% des exportations) et il importe des produits de l'industrie. Le PNB par habitant, indice utilisé par les bourgeois pour avoir une idée du développement économique d'un pays, reste très faible: 200 à 300 dollars; mais les spécialistes estiment qu'il faudrait doubler ce chiffre pour prendre en compte l'activité économique souterraine - souterraine uniquement pour les statistiques officielles et l'administration étatique. Le Vietnam reste un des 20 pays les plus pauvres de la planète avec un PNB de 14 milliards de dollars en 1992. Même si ce chiffre est sous-évalué, il est possible d'avoir une idée de la distance que le Vietnam doit combler s'il veut rattraper le développement économique des «dragons» en comparant avec le PNB du plus petit de ceux-ci, la Thaïlande voisine: 80 milliards de dollars.

La structure de la population active indique crûment le faible degré de développement capitaliste: 71% de la population active est employée dans l'agriculture qui ne produit cependant que 45% du produit national. Le faible niveau de développement économique est cause d'une quasi-absence de mécanisation, d'une insuffisance d'engrais, qui doivent être compensées par un labeur intensif (travail à la main aussi bien pour l'irrigation que pour les travaux des champs). Des reportages diffusés en occident ont montré au grand émoi de nos défenseurs des droits de l'homme, que des prisonniers de guerre étaient encore astreints à ces travaux, 17 ans après la chute du régime fantoche. Mais ce sont en fait les masses énormes de la paysannerie qui sont soumises à ce labeur barbare, abrutissant et épuisant.

L'industrie, et surtout le secteur minier, produit près du tiers du revenu national, mais n'emploie que 13,7% de la population active, tandis que les services en emploient 15,4% (chiffres de 1990).

Les conséquences de la libéralisation économique se sont bien entendu faites sentir sur le plan social, par un accroissement très rapide des inégalités. D'un côté de plus en plus voyants sont les nouveaux millionnaires en dollars; de l'autre, les salaires restent extrêmement bas (environ 15 dollars par mois pour les plus bas salaires, 30 dollars pour le salaire ouvrier moyen, 60 dollars pour les salaires les plus élevés dans l'administration) alors que l'inflation a grandement renchéri les bien des premières nécessités et que le désengagement de l'Etat s'est traduit par la fin de la gratuité de certains services sociaux, comme par exemple

LETRE A UN SYNDICALISTE FRANCAIS

l'égard de la bourgeoisie, mais encore la victoire sur elle (...).

L'UNITE DE FRONT REVOLUTIONNAIRE

A l'heure actuelle, les syndicalistes révolutionnaires ou plus exactement les communistes tels que Monatte, Rosmer et autres, constituent une minorité dans le cadre des organisations syndicales. Ils y sont dans l'opposition, ils y critiquent et dénoncent les machinations de la majorité dirigeante qui exprime les tendances réformistes, autrement dit les tendances purement bourgeoises. C'est dans une situation identique que se trouvent les communistes français, dans le cadre du parti socialiste qui défend les idées du réformisme petit-bourgeois (...). Les syndicalistes vraiment révolutionnaires, de même que les socialistes vraiment révolutionnaires, doivent

se grouper dans un même parti communiste. Ils doivent cesser d'être l'opposition au sein de partis qui au fond leur sont étrangers. Ils doivent, sous la forme d'une organisation indépendante, sous le drapeau de la IIIe Internationale, se présenter devant les grandes masses, donner des réponses claires et précises à toutes les questions, diriger leur lutte et s'orienter sur la voie de la révolution communiste. Les organisations syndicales, coopératives, politiques, la presse, les cercles clandestins de l'armée, la tribune parlementaire, les municipalités, etc. ne sont que des variétés d'organisation extérieure, des méthodes pratiques ou de points d'appui. La lutte reste une, par son contenu, quel que soit le domaine dans lequel elle se produise. L'élément actif dans cette lutte, c'est la classe ouvrière. Son avant-garde dirigeante, c'est le parti communiste, dans lequel les syndicalistes vraiment révolutionnaires doivent occuper la place d'honneur.

(Suite en page 8)

Vietnam

(Suite de la page 7)

dans le domaine de la santé. Le chômage est estimé à 20% de la population active, mais il faut y ajouter 40% de personnes dites «sous-employées». Et ce chiffre serait encore plus grand si l'Etat démobilitait une armée gigantesque qui absorrait encore en 1991 près de la moitié du budget de l'Etat, soit une des proportions les plus élevées au monde, supérieure à celle de l'Etat d'Israël lui-même!

Cette misère de la population laborieuse entraîne le développement du fléau habituel qu'est la prostitution, bien qu'il soit encore très loin d'atteindre les niveaux thaïlandais ou philippins, la recrudescence de la corruption, etc. D'autres phénomènes sont à prévoir, comme l'accroissement des disparités régionales, voire des tensions inter-ethniques dont par le passé la communauté chinoise a déjà fait les frais.

LANOUVELLE BATAILLE POUR L'INDOCHINE

La mise à l'index du Vietnam par le despote du marché mondial, les Etats Unis, n'a cependant pas empêché les impérialismes concurrents de se faufiler dans le pays et de s'y livrer à une concurrence acharnée. La France en particulier lorgne depuis longtemps sur ses anciennes possessions coloniales, le Vietnam, mais aussi le petit Cambodge. Il lui a fallu d'abord être prudente pour ne pas s'opposer ouvertement à la volonté américaine de punir le Vietnam; les travaux d'approche se sont donc faits sous couverture culturelle: c'est ainsi que le Vietnam a été admis au sein de la «franco-phonie» en dépit du fait que le nombre d'habitants comprenant le français se compte sur les doigts de la main. Et les dirigeants vietnamiens se sont prêtés à cette mascarade non par amour de la langue de Voltaire, mais par soif de capitaux que l'URSS était incapable de fournir. Quant à l'intérêt de la bourgeoisie française, il ne s'explique pas par les nostalgies d'anciens administrateurs coloniaux siégeant encore dans les conseils d'administration de grandes sociétés, mais selon le président de la Fédération des industries électriques et électroniques parce que «le Vietnam est peut-être la dernière chance des industriels français de s'implanter en Asie», le marché y étant «très ouvert» et encore «pris par personne» (2). Selon un officiel français: «Le décollage économique du Vietnam et du Cambodge est maintenant très proche et il ne faut pas le manquer. L'économie du Vietnam représentera peut-être dans dix ans l'équivalent de celle de l'Afrique subsaharienne. Et le Laos est entraîné par le processus d'ouverture de ses deux voisins» (3). Les missions économiques françaises, mais aussi australiennes, taiwanaises, etc. se sont peu à peu multipliées, chacun essayant de prendre pied avant que soit levé l'embargo américain, ce qui sera le signal du déferlement non seulement de sociétés américaines, mais aussi des entreprises japonaises; le Japon est en effet particulièrement attentif à ne pas susciter un nouveau facteur de tension avec les Etats-Unis par une violation trop voyante de l'embargo. Les impérialismes de second ou troisième rang ont donc un court laps de temps pour s'implanter avant que les impérialismes japonais et américains ne se taillent la part qui leur revient inévitablement en raison de leur puissance économique et de l'environnement géo-politique. Face à ce péril nos bourgeois ne reculent devant aucun argument; en février 92 le ministre français du commerce extérieur mettait ainsi en garde le Vietnam contre les risques que le Japon faisait courir à son indépendance; «La France peut, je crois, aider à consolider votre indépendance contre les puissantes forces de la région», déclarait-il froidement (4). Et, selon les agences de presse, ses

interlocuteurs vietnamiens ne lui ont pas répondu par un coup de pied au cul, ni par un rire homérique, mais par des phrases de politesse. C'était pourtant sous le même prétexte de le protéger que la France avait colonisé le Vietnam à l'époque du sinistre Jules Ferry «le tonkinois» (auquel la télévision vient de consacrer un film dithyrambique) et qu'elle a combattu le Vietnam... Mais les bourgeois vietnamiens essayent de jouer sur les rivalités des impérialismes concurrents: aux américains ils disent qu'ils ont besoin d'eux pour faire contre-poids aux japonais (5) et aux japonais qu'ils ont besoin de leur aide pour faire pression sur les américains (6). Avec les pays de l'ASEAN ils affirment que la tâche la plus importante actuellement est d'aller vers un «sud-est asiatique économiquement fort et politiquement stable et de résoudre avec succès les problèmes communs de la région dans son ensemble» (7). Il n'y a guère qu'avec les chinois que subsistent des conflits d'intérêts ouverts, sur la propriété d'îles riches en pétrole.

Pour l'heure l'impérialisme français n'est pas trop mal placé. La banque Indosuez, l'ancienne banque coloniale de l'Indochine, a été la première banque étrangère autorisée à s'installer dans le pays et les banquiers français n'ont rien perdu de leurs vieilles habitudes coloniales: «Les vietnamiens ne veulent pas voir leur système bancaire se réorganiser autour des banques étrangères. Mais dans ce pays, si le système bancaire évolue, c'est grâce au coup de poing sur la table des banquiers français. Les japonais, pour ne citer qu'eux, savent qu'il leur faudra, dans ce domaine, jouer avec les français» (8). La visite de Mitterrand dans l'ancienne Indochine - la première d'un chef d'Etat occidental dans la région depuis la fin de la guerre - en février de cette année a été l'occasion d'accroître la pression française et elle s'est concrétisée par la signature de contrats par de grandes entreprises (construction automobile, télécommunications, mines, etc.). Significativement l'Etat français a décidé de faire dépendre les programmes d'action et les prêts au Vietnam, Cambodge et Laos de la Caisse Française de Coopération (ex-Caisse Centrale de Coopération Economique) et du ministère de la Coopération, c'est-à-dire des administrations et des organismes chargés de définir et de superviser la politique de l'impérialisme français vis-à-vis de ses anciennes colonies... Et il est tout aussi significatif que la France ne participe pratiquement pas aux programmes que vient de décider la CEE pour ces pays (9): l'impérialisme français entend jouer ses propres cartes, et tant pis pour la solidarité communautaire! L'enveloppe globale des prêts et subventions de l'Etat français au Vietnam devrait dépasser les 400 millions de francs cette année (plus 80 millions de francs d'aide scientifique) contre 180 millions en 92 et... 5 millions en 1989. Mais en raison d'un passif non encore épuré de 1,5 milliards de francs d'arriérés de paiements l'Etat ne couvre plus les opérations commerciales avec le Vietnam, ce qui est puissamment dissuasif pour les entreprises françaises, en particulier pour les PME.

Quel est le résultat de ces efforts?

L'investissement étranger augmente rapidement, même s'il ne représente pour l'instant encore qu'une toute petite fraction de l'investissement national. En août 92 le stock des investissements étrangers approuvés par les services compétents était de 3,5 milliards de dollars (mais seuls 900 millions étaient déjà réalisés); en février 93 il était monté à 5,2 milliards et les investissements pour les deux premiers mois de cette année étaient aussi importants que les investissements pendant toute l'année 89.

Cette accélération des investissements ravive la concurrence. Dans le secteur du pétrole, les compagnies occidentales se bousculent pour éjecter les russes et pour se faire adjudger de nouvelles zones de prospection. Les vietnamiens réservent des parts pour les sociétés américaines qui ne peuvent officiellement être présentes, mais qui ont sans aucun doute payé d'une façon dis-

crète. Les compagnies françaises, japonaises, australiennes et malaisiennes ont déjà signé des contrats. Dans le secteur de l'automobile une bataille a opposé Mitsubishi et Chrysler pour l'élaboration d'un plan - les capitalistes américains et japonais savent mieux planifier que les prétendus socialistes vietnamiens - afin de créer une future industrie vietnamienne. Dans le secteur de l'aviation, Boeing a été capable de bloquer des ventes d'Airbus, mais Air France s'est associée avec la compagnie vietnamienne d'aviation, etc.

La France était en août dernier le troisième investisseur au Vietnam pour un total de 2,5 milliards de francs, devant la Hollande, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Australie, mais assez loin derrière Taïwan et Hong Kong qui représentent 40% de l'investissement étranger (soit l'équivalent de 7 milliards de francs, à peu près également répartis entre eux deux). En réalité, un nombre non négligeable d'investissements de ces deux pays semble le fait de filiales de sociétés japonaises. Et en novembre 92 l'Etat japonais a repris son aide au Vietnam (prêts d'un total de 45,5 milliards de yens, environ 2 milliards de francs, soit 5 fois plus que l'aide française), après avoir à trois reprises différé cette décision à cause de pressions américaines. Sur le plan commercial les parts de marché françaises sont déjà en baisse sensible, puisque la part française des importations vietnamiennes est passée de 11,9% en 1989 à 6% en 1992. Et les capitalistes français auront fort à faire pour se maintenir à ce niveau lorsque l'embargo américain sera levé...

Il n'est pas douteux que les efforts de l'impérialisme français pour se ré-implanter dans une région du monde où il a sévi impunément pendant plus d'un siècle et d'où il a été chassé par les luttes anti-coloniales, ne seront pas facilement couronnés de succès. Les prolétaires français n'ont pas à le regretter; ils ne peuvent au contraire que se réjouir des difficultés et des échecs de leur ennemi de classe, c'est-à-dire de leur propre bourgeoisie, de ses entreprises et de son Etat. Et ils ne peuvent que condamner les anti-communistes du PCF qui, lors du voyage de Mitterrand, expliquaient fièrement dans «l'Humanité» que la France «a aidé à la mise en place d'un cadre juridique au Vietnam et a participé à la rédaction de textes fondamentaux tels les codes civils et de commerce» (ce qui en passant permet de juger l'affirmation selon laquelle le PC vietnamien «tout en conservant ses idéaux (!), a décidé de conduire le pays sur la voie de la modernisation») dans un article intitulé: «Les petites et moyennes entreprises françaises ont du grain à moudre» (10).

Les prolétaires conscients réservent leur soutien non pas aux entreprises, grandes ou petites, mais justement à ceux qui sont «moulu» par elles, aux prolétaires vietnamiens, avec la certitude qu'ils auront de plus en plus la force de gripper la machine capitaliste.

Et précisément pendant le voyage présidentiel, les médias ont rapporté l'existence d'une grève de 600 travailleurs d'une usine de sacs à Hô Chi Minh-Ville (Saïgon) pour des revendications de salaire, d'horaires de travail et contre les mauvais traitements infligés par les contre-maîtres coréens. Les autorités vietnamiennes en ont parlé, de même que lors d'une précédente grève dans une usine de chaussures en décembre, parce qu'il s'agissait d'entreprises mixtes («joint-venture») où l'on pouvait rejeter la faute sur les patrons étrangers.

Mais nous, nous saluons ces premières grèves dans les nouvelles usines que fonde le capital international comme le signe, sans doute faible mais indéniable, que la classe ouvrière vietnamienne est bien sur le chemin de la reprise de la lutte de classe, et que nous sommes bien entrés, au Vietnam aussi, dans une nouvelle période qui verra le réveil du prolétariat mondial.

(1) «Un ouvrier coûte environ 300 francs par mois, contre 3000 fr. au Portugal, et 7000 fr. en France. En outre, ils sont d'un meilleur

niveau que dans d'autres pays de la région. 27% ont terminé leurs études secondaires. On peut les faire participer utilement à l'organisation du travail» cf. «Le Nouvel Economiste» n°842, 24/4/92. «Le Vietnam sort de sa coquille au bon moment. La main d'oeuvre abondante et bon marché est de plus en plus rare dans la région» cf. «Business Week», 22/6/92. Selon un porte-parole du patronat japonais: «Il y a un si grand potentiel au Japon. Le coût du travail est bas, et ils ont des travailleurs très qualifiés avec une bonne éthique du travail. Il y a du pétrole et du charbon de bonne qualité et le pays a d'excellents accès par la mer» cf. «Financial Times», 6/11/92.

(2) cf. «La Tribune Desfossés», 26/4/90

(3) cf. «Les Echos», 9/2/93

(4) AFP, 12/2/92

(5) cf. «B. W.», ibid.

(6) cf. «Financial Times», 27-28/3/93.

(7) cf. «International Herald Tribune», 23/2/93. Les pays de l'ASEAN sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, Singapour et Brunei.

(8) cf. «Le Monde», 5/5/92

(9) La CEE a un programme pour la création de 80.000 emplois au Vietnam dans le secteur artisanal et la petite industrie avec comme objectif le rapatriement des boat people (coût 90 millions d'écus sur 2 ans, mais seulement 35 millions ont été trouvés à ce jour); elle a déboursé en 1992 40 millions d'écus d'aide au Cambodge (enseignement, agriculture, soutien à... la Ligue cambodgienne des droits de l'homme!) et 2 à 3 millions au Laos (l'écu vaut environ 6,5 FF).

(10) cf. «l'Humanité», 10/2/93. C'est dans le même n° que se trouvent les informations sur les grèves d'Hô Chi Minh-Ville.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3ème Liste 1993

A.B.: 300,00 / Giovanni: 90,00 / Lyon: 350,00 / Amsterdam: 150,00 / Roger: 100,00.

Total liste: 990 F. Total général: 4137 F

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

QUELQUES MOTS SUR LE CAMBODGE

Le petit Cambodge est le théâtre de rivalités intestines mais également de rivalités entre les grandes et moins grandes puissances qui se sont mises en tête d'orienter le destin de ce malheureux pays, et qui jouent sur ses divisions internes.

Après l'invasion du Cambodge par les vietnamiens et la chute du régime des Khmers Rouges, ces derniers se replièrent en Thaïlande où en raison de l'hostilité américaine envers le Vietnam ils se virent décernés le titre de «combattants de la liberté» (et ils conservèrent le siège du Cambodge à l'ONU). Les Khmers Rouges renièrent sans difficultés leurs professions de foi communistes et se déclarèrent officiellement partisans enthousiastes de l'économie de marché et de la libre entreprise. Ils purent ainsi recevoir un soutien matériel à la fois de la Chine, leur allié habituel, et de l'Occident (qui finançait cependant davantage les partisans de Shianouk et autres factions résistantes). De son côté le régime de Pnom-Penh tira sa force des soldats vietnamiens et de l'appui soviétique à Hanoï.

Les bouleversements internationaux allaient modifier cette situation. Les vietnamiens se retirèrent du Cambodge et des négociations multipartites virent le jour entre les diverses factions cambodgiennes sous l'aile tutélaire des grandes puissances. Le gouvernement de Pnom-Penh était ravalé au rang de simple «faction», les occidentaux cherchaient à marginaliser les Khmers Rouges un peu trop encombrants, sans vouloir ou pouvoir cependant les mettre de côté à cause de la pression chinoise. Bref, on aboutit à un compromis boiteux selon lequel le Cambodge était proprement mis sous tutelle

de l'ONU dans le cadre de l'opération APRONUC (acronyme pour : «Autorité provisoire des Nations Unies sur le Cambodge») en attendant qu'un gouvernement «légitime» naisse d'élections démocratiques. C'est la première fois depuis la crise du Congo belge au début des années soixante que l'ONU en vient à une telle implication; on peut parier que ce ne sera pas la dernière.

Les français déjà co-présidents de la Conférence de Paris avec les australiens (l'Australie est un acteur de plus en plus important dans la région), fournirent le contingent le plus important (2800 soldats); ils revendiquèrent donc le commandement général de l'opération (ainsi que la reconnaissance du français comme sa langue officielle!). Mais les japonais qui ont déboursé le plus d'argent l'emportèrent, avec le soutien des américains qui font tout ce qu'ils peuvent pour mettre des bâtons dans les roues françaises. Pour le Japon cette opération au Cambodge revêt une importance qui va bien au-delà des enjeux immédiats. C'est la première fois depuis la deuxième guerre mondiale que des soldats japonais opèrent en dehors de leurs frontières et les bourgeois japonais doivent faire admettre cette nouveauté lourde de conséquences pour l'avenir, tant à leur propre population qu'aux autres Etats asiatiques. Il s'agit d'un test qui va peser sur leur liberté d'action (et même sur leur statut de grande puissance politique puisque un des enjeux est une place au conseil de sécurité de l'ONU) dans le futur proche. Pour le réussir ils font pression sur le Vietnam (en lui reprochant d'être trop influent dans l'armée cambodgienne) comme sur l'ONU (en demandant que les

japonais ne soient pas trop exposés aux dangers).

Devant la dégradation croissante et prévisible de la situation politique, la France poussa en avant la carte Shianouk en essayant de faire désigner celui-ci comme Président du Cambodge avant que se tiennent les élections. Selon ce plan, l'Etat et un gouvernement cambodgien fort auraient pu se reconstituer autour de Shianouk, quels que soient le déroulement ou le non-déroulement des élections.

Il faut rappeler que la France a une longue tradition de soutien à la dynastie Shianouk puisqu'elle remonte à un prince Shianouk que les colonialistes français avaient choisi pour mettre à la tête du royaume khmer. Ce plan français se heurta à l'hostilité des britanniques, des australiens et surtout des américains (peu confiants dans Shianouk dont ils avaient organisé dans les années soixante-dix la destitution par leur marionnette Lon Nol). Mais le facteur décisif fut sans doute l'incapacité ou le refus des chinois à faire accepter cette solution par les Khmers Rouges.

La situation est aujourd'hui très confuse. Les Khmers Rouges qui ont tissé des liens économiques étroits avec les Forces Armées Thaïlandaises (la principale force politique de ce pays) pour l'exploitation de la partie du Cambodge qu'ils contrôlent, refusent les élections et ils se livrent à des attaques sporadiques y compris contre les casques bleus et les agents de l'ONU, de plus en plus mal supportés par la population. Ils semblent s'être émancipés de leur tuteur chinois (attaque de casques bleus chinois par des éléments Khmers Rouges). Les élections vont déboucher sur un gouvernement de coalition entre les anciennes autorités mises en place par les vietnamiens et la faction shianoukiste et la guerre semble inévitable avec les Khmers Rouges.

Au plan international la France et le Japon sont co-présidents d'un groupe d'Etats

prêteurs au Cambodge, mais cette présidence commune ne peut masquer leurs rivalités.

Au plan économique, l'arrivée de milliers de casques bleus et de fonctionnaires de l'ONU aux salaires extraordinaires pour le pays, a provoqué une certaine animation économique, mais qui est destinée à n'être qu'un feu de paille. Pnom Penh est envahie d'affairistes thaïlandais venus pour profiter des diverses spéculations existant dans ce genre de situation. Le décollage économique véritable passe par la stabilisation de la situation politique: Bouygues s'est déjà porté candidat à la reconstruction de tout le réseau routier cambodgien, Michelin lorgne sur ses anciennes plantations, etc.

Mais en raison de l'extrême pauvreté du Cambodge, les opportunités à saisir pour de grands groupes capitalistes sont rares et tout dépend des crédits qui seront débloqués par la Banque Mondiale après les élections si tout se passe bien. A tout hasard des délégations militaires françaises ont depuis un certain temps pris contact avec des représentants de diverses factions: même si ce n'est en rien comparable à l'Irak et à l'Iran, peut-être y aura-t-il de l'armement à écouler?

L'avenir que réserve l'impérialisme aux populations cambodgiennes, est tout sauf rose. En entrant avec les Khmers Rouges dans Pnom Penh, puis en la vidant de ses habitants, la paysannerie cambodgienne avait autrefois cru l'avoir emporté sur la ville, d'où elle a toujours vu venir ses malheurs. Mais dans la lutte séculaire qui oppose la ville et la campagne, les victoires de la campagne ne peuvent qu'être temporaires. La ville mondiale, c'est-à-dire le capitalisme international, a vaincu comme il ne pouvait que vaincre, les derniers bataillons des guerres de paysans. Les paysans du Cambodge ne peuvent échapper aux affres de l'accumulation du capital. Mais ce qu'il en naîtra, ce sera là aussi un prolétariat et une lutte nouvelle.

Correspondance

La situation chez Alpine-Renault (Dieppe)

«Le prolétaire» a publié dans son no 419 (janv.-fév. 93) un article qui donnait un aperçu de la situation à Alpine (Renault) à Dieppe. Les thèmes en étaient la rareté des luttes dont les dernières furent l'oeuvre d'une minorité de travailleurs (principalement des intérimaires) et le rôle des syndicats, et il concluait provisoirement sur l'incertitude qui commençait à régner quant à l'avenir de cette usine et donc de ses travailleurs dans une ville déjà très touchée économiquement.

Alors que le retour des congés de fin d'année s'est déroulé sans problèmes confirmant le succès de la minorité d'ouvriers qui lutta pendant deux mois afin de refuser de produire plus de 54 Espaces par jour, il y eut ensuite une série de mauvaises nouvelles.

Arrêt de fabrication de la marque Alpine

Tout d'abord, il y a eu l'arrêt de production de l'Alpine Renault A 610, sortie en 1987 et qui fut fabriquée jusqu'à 1200 exemplaires par an, arrêt dû à la crise économique et au prix élevé de ce modèle qui n'était plus fabriqué qu'à un demi-exemplaire par jour (1). Ensuite la direction de Renault annonça que le nouveau modèle prévu (A 410) «bradé» à 200.000 Fr car encore trop cher à l'achat. En réalité, la raison est tout autre: à ce prix, l'A 410 n'aurait pu être rentable.

Même si on ne pleurera pas sur l'arrêt de la fabrication de ces voitures que seuls de vrais bourgeois peuvent se payer, deux problèmes se posent. Primo il y a eu le déplacement de presque tous les ouvriers qui travaillaient sur l'A610 vers des postes en préparation ou sur des chaînes pour la production des Espaces qui étaient tenus par

des intérimaires, ceux-ci arrivés en fin de contrat étant renvoyés à l'ANPE. Secundo, lorsqu'il y avait une production Alpine, l'usine restait rentable lors d'un changement de production d'un modèle Renault (cela entraînant toujours un arrêt de production le temps de modifier les structures et l'outillage de production et de former les ouvriers) car la production d'Alpine pouvait être augmentée en conséquence ce qui donnait du travail à des ouvriers qui auraient pu être licenciés ou mis au chômage partiel selon le type de leur contrat. Mais avec l'actuelle crise économique qui touche gravement l'industrie automobile, les usines du groupe Renault, touchées comme les concurrentes, ont dû très souvent diminuer leur production journalière. C'est pourquoi ce n'est guère réjouissant pour les ouvriers d'une usine aussi petite qu'Alpine car si cette situation continuait, Matra qui fabrique aussi des Espaces dans son usine à Romorantin, ne renouvellerait pas en 95 son contrat et l'usine de Dieppe n'ayant aucun modèle prévu pour remplacer l'Espace, n'aurait certainement pas d'autre choix que de fermer.

Déménagement du bureau d'études

Dans la région existe donc la peur d'une fermeture de l'usine surtout que peu de temps après ces nouvelles, la direction na-

tionale de Renault annonçait officiellement le déménagement du Berex (Bureau d'Etudes, de Recherche et d'exploitations), filiale de Renault, de Dieppe vers le nouveau site de Villiers-Saint-Frédéric dans les Yvelines où seraient désormais regroupés presque tous les bureaux d'études de Renault.

Bien que le déménagement ne faisait aucun doute car, depuis fin 91, il ne reste que 150 salariés sur 213 (ils seront tous repris par le Créos, nouveau nom des bureaux d'études), c'est un nouveau coup pour l'économie locale (2) et l'avenir de l'usine Alpine. Car le Berex était (est encore) surtout voué à la conception de voitures de sport comme les Alpines, les R5 Alpine, etc... (qui furent fabriquées à Dieppe) ou de modèles (entier ou partie) Renault et ce départ annoncerait, avec la fin de la marque Alpine, la fermeture quasi certaine de l'usine en 95.

Union sacrée entre PCF, CGT et bourgeoisie qui créent un «Comité de soutien Alpine-Berex»

A la suite de l'arrêt de l'A 610, de l'abandon du projet w71 (l'A 410) et du déménagement officialisé du Berex, les syndicats sortent de leur apathie. Notamment la CGT qui appelle, seule et sans préparation, à un débrayage avec rassemblement devant la sous-préfecture de Dieppe. Cette impréparation explique la faible participation à cette action (80 personnes dont presque toutes des ouvriers d'Alpine et quelques intérimaires solitaires) à laquelle ne participe pas la CFDT au contraire de FO dont les

délégués sont présents à titre personnel pour cause de magouille politique: c'est dans un seul but électoral qu'a eu lieu ce mouvement.

Ensuite le maire aidé d'élus et de la CGT proposera la création d'un «Comité de soutien Alpine-Berex». Celui-ci, soutenu par le nouveau député bourgeois de droite Leveau, a pour but de faire avaler des couleuvres à la population et aux salariés du Berex et d'Alpine et surtout d'étouffer dans l'oeuf tout mouvement réel de lutte. D'ailleurs sa composition prouve son caractère anti-prolétarien: il est composé d'éléments de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière locales (3).

Chômage partiel et débrayages d'intérimaires

Par la suite on apprendra que la production d'Espace ne sera pas augmentée et qu'il y aura en février et mars, voire même après, du chômage partiel.

La première période de chômage se déroulera la dernière semaine quand une trentaine d'intérimaire se retrouveront en fin de contrat. Ceux-ci s'inquiètent alors du renouvellement ou non de ce contrat. La réponse de la direction sera affirmative mais elle essaiera de rompre ces premiers contrats pour la période de chômage technique et de faire débiter les seconds à la suite de cette période afin de faire des économies de l'ordre de 29 Fr/h (4) sur ces travailleurs. Le 16 février, à l'annonce de cette réponse,

(Suite en page 10)

Correspondance

La situation chez Alpine-Renault

(Suite de la page 9)

presque tous les intérimaires soutenus par quelques embauchés et la CGT débrayent après la pause.

La direction cède et donne la garantie que tous les contrats en question seront renouvelés et le chômage partiel payé. Suite à cette réponse et à un débrayage d'une heure, le travail va reprendre. Mais le patronat va faire un chantage que la CGT ne dénoncera pas: pour que l'heure de grève soit payée, il faut rattraper les véhicules perdus durant le mouvement. Mise à part une minorité en poste sur la chaîne la plus combative, les intérimaires céderont.

Malgré cela, ce sera une victoire des intérimaires, à laquelle auront participé toutes les ouvrières, qui auront su faire un mouvement unitaire malgré la léthargie actuelle des ouvriers, l'impossibilité d'organisation des précaires, le peu de suivisme des embauchés et l'inexistence d'un syndicat (unique) de classe (A noter que les intérimaires auraient récidivé si cette période n'avait pas été payée à la paie suivante).

Le 31 mars, les embauchés touchent leur salaire accompagné d'une prime de 590 Fr, puis l'autre prime de 800 Fr (5) le 2 avril. Les jours passent et les intérimaires n'ont toujours rien obtenu. Le lundi 14 avril les intérimaires, qui n'ont toujours pas été payés refusent de travailler: Ils revendiquent le paiement des salaires à date fixe, le paiement net et immédiat des deux primes, puis redemandent ce qui avait été obtenu en octobre: le paiement des primes dans un délai proche de celui des embauchés. La hiérarchie tente de les calmer alors que la CGT et FO apportent leur soutien actif, ce qui n'est pas le cas des embauchés qui ne se sentent pas concernés.

Pendant ce temps, alors que les grévistes sont regroupés avec des délégués et que

trois d'entre eux (toujours un par boîte d'intérim) accompagnés de deux cégétistes s'entretiennent avec la direction, la maîtrise tente de briser la grève en se tournant vers les embauchés qui n'ont pas suivi le mouvement mais qui ne peuvent pas travailler et en utilisant des polyvalents oisifs ou d'autres secteurs de l'usine et des chefs d'équipe. Cette tentative échoue car la plupart des embauchés refusent de faire du travail en rab et il n'y a pas assez de polyvalents et de chefs pour remplacer les grévistes.

La direction sera obligée de convoquer les sociétés d'intérim qui, à l'avenir, devront payer à date fixe les salaires aux intérimaires et leur verser les primes quelques jours après que les embauchés les aient touchées.

Après une heure 20 de débrayage, les intérimaires reprennent le travail en avertissant la direction qu'au cas où les primes ne seraient pas versées comme convenu le vendredi 16, ils redébrayeraient le lundi suivant pour une durée indéterminée. Un nouveau débrayage a lieu pendant la dernière demi-heure pour contrer les tentatives de l'encadrement de récupérer le nombre de voitures non produites (10 Espaces).

Le lendemain, trois intérimaires sont convoqués par l'encadrement et la maîtrise car considérés comme meneurs: La direction va s'efforcer qu'ils demandent aux grévistes de la veille de rattraper les 10 Espaces, condition pour payer les heures de grève. Mais la réponse sera négative, reflétant l'opinion des grévistes.

Répression masquée

Finalement le lundi suivant, il n'y aura aucune suite au mouvement car tout est payé par les boîtes d'intérim. Par contre, la répression va commencer par s'effectuer d'une manière cachée et à long terme. Certains intérimaires en fin de premier contrat ne

verront pas celui-ci renouvelé du fait de leur participation aux débrayages et, comme d'autres qui seront remerciés plus tard, ils n'ont aucune chance d'être repris par Alpine si la situation redevenait normale. De plus, ils peuvent chercher du travail dans d'autres boîtes d'interim car dans celle où ils étaient, ou sont encore, ils sont définitivement «grillés».

Malgré tout, certains contrats sont renouvelés mais pour peu de temps car l'avenir est incertain, parce qu'Alpine va se séparer de SMTT puis de Contact et parce que dorénavant les contrats, à quelques exceptions près, seront de courte durée (un mois en moyenne) pour tenir les précaires et éviter qu'ils ne refassent de tels mouvements. Quant à la cadence, elle a baissé de 54 à 45 Espaces par jour, cela ayant pour conséquence le départ d'une quarantaine d'intérimaires en mai après une quinzaine en avril.

La nécessaire unité des travailleurs embauchés-intérimaires contre les patrons

Mais peut-être y aura-t-il d'autres mouvements dans un proche avenir! Car on entend dire qu'il faudra peut-être travailler deux samedis avant pour produire des Espaces qui ne pourront l'être ce mois de fermeture pour Renault alors qu'il y aura quatre nouveaux jours de chômage ce mois de mai plus les fêtes et la journée donnée par le patron annuellement. Et puis la CGT, revitalisée par le retour d'un délégué apprécié de tous, a revendiqué de nombreux points et notamment sur les salaires plus faibles de 3 à 4 % par rapport aux autres usines Renault. Mais dans tous les cas, il faut espérer que les embauchés bougeront ce qui pour l'instant n'est guère le cas. En effet, ils se com-

portent vis-à-vis des intérimaires comme se comporte le prolétariat des pays impérialistes vis-à-vis du prolétariat des pays économiquement arriérés et des colonies. Mais dans le cas où les embauchés bougeraient en masse dans l'usine, on peut se demander ce que feraient les intérimaires vu que c'est surtout une partie d'entre eux qui bouge et que d'ici là, beaucoup auront retrouvé le chemin de l'ANPE. Comme on peut le constater, il y a beaucoup de travail à faire dans le prolétariat car même dans la lutte économique, il est faible.

A suivre peut-être.

(1) Quelques uns sont encore fabriqués actuellement jusqu'à épuisement des stocks de pièces.

(2) Les deux entreprises qui paient le plus d'impôts à la municipalité sont Alpine et le Berex.

(3) Tout ce monde devrait faire un bon travail collectif vu qu'à Dieppe le PCF se disait lors de la campagne sur le référendum européen sur une position identique au RPR local anti-Maastricht. Seuls les pseudo-marxistes de Prométhée (groupe trotskyste issu de la LTF) ne peuvent comprendre cette réalité puisqu'ils prennent le PCF pour un parti communiste (alors qu'il ne l'a pratiquement jamais été) et croient qu'une mairie tenue par ce parti est bénéfique à la classe ouvrière (alors que c'est ce qu'il peut y avoir de pire pour elle). Et le fait qu'ils croient à un complot de la droite et du PS aux prochaines municipales pour déboulonner le PCF de la mairie montre leur humour surréaliste...

(4) Taux horaires du chômage partiel.

(5) Prime de vie chère et prime d'intéressement.

AUX EDITIONS PROGRAMME

ENFRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

- 1. Communisme et fascisme épuisé
- 2. Parti et classe 20F
- 3. Les Fondements du communisme révolutionnaire épuisé
- 4. Eléments d'orientation marxiste 15F
- 5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») 15 F
- 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé
- 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 50F
- 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) 30F
- 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 60F

Brochures «le prolétaire»

- 5. Question féminine et lutte de classe 6F
- 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 6F
- 7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) 6F
- 8. Violence, terrorisme et lutte de classe 6F
- 10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) 6F
- 11. Auschwitz ou le grand alibi 6F
- 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration 6F
- 13. Le marxisme et l'Iran 6F
- 14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte 6F
- 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action

- syndicale) 6F
- 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 10F
- 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! 6F
- 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 6F

Suppléments au «prolétaire»

- Mouvements revendicatifs et socialisme 6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition! 6F
- Pour un anti-racisme prolétarien 6F
- Révolution et contre-révolution en Russie 6F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

- 1. Le syndicalisme en Algérie 6F
 - 2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires 6F
 - 3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» 6F
- Revue théorique «Programme communiste»**
- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) 15 à 20F le numéro
 - Numéros 51 à 57 15F
 - Numéro 58 (112 pages) 25F
 - Numéros 59 à 88 15F
 - Numéro 89 20F
 - Numéros 90, 91, 92, 93 25F

PAIEMENT: Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention). FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

Commandes à notre adresse:

**Editions Programme
3 Rue Basse Combalot 69007
Lyon (France)**

LE CRIMINEL ET SA VICTIME

(A propos du suicide d'un ancien Premier Ministre)

Le suicide de Pierre Bérégovoy a été l'occasion d'une de ces manifestations à grand spectacle d'union nationale que la bourgeoisie aime tant organiser de temps à autre, lorsque cela ne risque pas de remettre en cause la si-utile division entre «droite» et «gauche». C'est ainsi que nous avons pu voir les représentants de toute la «famille politique» (et il s'agit bien d'une famille, avec ses parrains et ses seconds couteaux, la famille du monde politique bourgeois, et non de représentants de classes antagonistes) se presser à Nevers pour écouter l'archevêque et les corps constitués rendre un dernier hommage à l'ancien Premier Ministre. Il ne manquait personne ou pratiquement personne: orthodoxes et contestataires du PCF, délégués de tous les partis de droite, ministres et anciens ministres, président et ancien président; les fractions en guerre du PS avaient pour l'occasion conclu une trêve et partagé le même train pour venir saluer une dernière fois celui que ses «amis» socialistes appelaient, paraît-il, «l'enflure». Le Front National avait envoyé lui aussi des représentants, Le Pen ayant précisé que Bérégovoy «n'était pas considéré par nous comme le pire de nos adversaires, il apparaissait plutôt comme un homme d'ouverture». Pour Waechter, c'était «un homme de convictions et d'engagements», tandis que le secrétaire général du RPR lui rendait hommage «pour tous les services rendus à notre pays», etc., etc... La trajectoire personnelle du petit ajusteur fils d'immigré devenu premier ministre après avoir monté tous les degrés de l'échelle sociale en fait selon les journalistes un symbole de la gauche et un exemple pour tous.

Et effectivement il peut y avoir là un symbole, le symbole du réformisme, anti-communiste et pro-capitaliste: c'est l'exemple d'un prolétaire qui ne lutte pas pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et à la société de classes, mais au mieux pour l'aménager, et qui en tout cas arrive à s'extraire de sa

condition sociale grâce à ses activités politiques dans les organisations de la collaboration des classes (Résistance, SFIO, FO, PSU, PS); qui s'emploie à détourner la classe de la lutte en lui proposant la perspective frauduleuse d'une union de la gauche qui satisferait ses revendications en venant au gouvernement (Bérégovoy a été le signataire pour le PS du fameux programme de gouvernement de l'union de la gauche); et qui au gouvernement renie sans état d'âme ces promesses et assène au contraire à la classe les pires coups qu'elle a reçus depuis des décennies. Les bourgeois ont bien raison de voir là un homme d'ouverture à leurs volontés, de services rendus à leurs intérêts, d'engagement envers leur ordre social! On ne peut s'étonner qu'ils viennent tous honorer un serviteur si fidèle, en lui pardonnant une petite indélicatesse sans conséquence, qui n'est au fond qu'une preuve supplémentaire qu'il avait fait siens les us et coutumes de leur monde.

Le même jour Xavier T. se suicidait en s'immolant par le feu. Qui était Xavier? Un anonyme, un jeune chômeur d'une trentaine d'années. Avant de mourir il a eu le temps d'expliquer qu'il ne supportait plus de ne plus trouver du travail depuis un an. Son suicide a eu droit à quelques lignes dans quelques journaux (qui en outre n'ont pas relevé correctement son nom). Les autorités et les représentants de la «famille politique» ont jugé déplacé de se rendre à son enterrement: la bourgeoisie n'a pas l'habitude de pleurer ses victimes.

Car ce suicide de chômeurs parmi d'autres est un crime, un crime dont le bon Bérégovoy porte la responsabilité, crime non seulement du capitalisme, mais de l'opportunisme politique et syndical qui a désarmé la classe ouvrière au point que des prolétaires dans la misère se suppriment au lieu de tourner leur désespoir, leur énergie et leur colère contre ce système infâme.

Un crime qui devra être un jour vengé.